

PERSPECTIVES

LES NOUVELLES

eco magazine

N°4 - MARS 2023

COMMENT LE BÂTIMENT VA...

**URBANISME
ET HABITAT**
Antananarivo,
une ville
qui suffoque

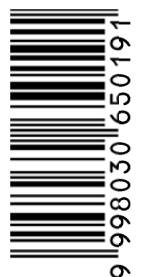
SEBTP
"Il faut arriver à créer
un champion national
du BTP"

**MATÉRIAUX
DE CONSTRUCTION**
LES IMPORTATIONS PEU IMPACTÉES
PAR LES CRISES

COMMERCE
LES QUINCAILLERIES
FACE AUX DIFFICULTÉS
DU MARCHÉ DU BÂTIMENT

**PRODUCTION LOCALE
DE CIMENT**
UN MARCHÉ PORTEUR
AUX MULTIPLES DÉFIS


10.000 ARIARY



9 998030 650191

Groupe filatex

construire l'avenir



Solution durable,
pour l'avenir.

www.groupe-filatex.com

Édito



En (re)construction

Quand le bâtiment va, tout irait bien. Le conditionnel est désormais de rigueur et l'expression à prendre avec des pinces dès lors que la construction, censée dotée de solides fondations pour tirer toute une économie vers le haut, n'incarne plus ce statut de moteur de croissance qu'on lui prête. Certes, à la différence d'autres secteurs tels que le tourisme, le BTP a vécu différemment la pandémie du Covid, en ce sens que les bouleversements économiques qui s'en sont suivis semblent n'avoir eu qu'un impact moindre. La courbe des importations de matériaux de construction n'a que peu fléchi, signe d'une relative bonne santé, et que les chantiers n'ont pas discontinué tout du long, mais lesquels ? A coup sûr ceux menés par l'Etat à travers sa course aux infrastructures publiques ; certainement ceux initiés dans le cadre de projets privés et particuliers ; et sans doute les travaux de constructions et de réhabilitation entrepris de manière illicite et discrète pendant les longues périodes de confinement, en faisant peu cas de toute procédure, autorisation et règles d'urbanisme. Tout cela fait assurément vivre un pan du secteur, en l'occurrence le commerce de matériaux, même s'il traverse en ce moment sa période basse. Mais le BTP n'en recèle pas moins de métiers qui se languissent de marchés et de contrats.

Des producteurs et ouvriers indépendants aux entreprises de construction et de promotion immobilière, en passant par l'industrie de fabrication de matériaux locaux, les architectes, prestataires ou distributeurs de matériels, accessoires et autres technologies liés au domaine... Tout ce microcosme s'accorde à reconnaître les solides fondations que le secteur a bâties au fil des ans, quand celui-ci reste par exemple relativement stoïque face aux graves perturbations du commerce et de la chaîne logistique mondiale. Mais il n'en est pas moins unanime à dire que ce n'est pas comme avant. Les temps ont bien changé.

Au final, quand le bâtiment va, il ne coule pas de source que tout va pareillement, en témoigne la décision de l'Etat de ne poursuivre que les travaux de en cours et de ne pas en entamer de nouveaux pour se consacrer au social. Et quand le bâtiment éternue... c'est toute l'économie qui se grippe. Avec les aléas de l'économie mondiale et la conjoncture nationale, notamment empreinte d'incertitudes liées aux prochains scrutins, le bâtiment s'apparente, comme tant d'autres, à un secteur en chantier permanent.

Mana RASAMOELINA

Sommaire

Page 32

Gérard Andriamanohisoa

"Nous avons besoin de quatre nouvelles villes"



Page 20

Briquèterie:

Jean de Dieu

Rakotoarivelo

et la passion pour la terre

Page 36

Faciliter l'accès

à l'énergie solaire

Pour aider la Jirama

Page 38

Urbanisme

et habitat

Antananarivo, une capitale qui suffoque

Page 42

Cyclones

Freddy creuse encore le déficit en logements

Page 54

Architecte

Le chef d'orchestre des constructions



Page 62

Les chroniques

de Michèle

Rakotoson

PERSPECTIVES
LES NOUVELLES
eco magazine

Directeur de publication: Lalaina ANDRIANTSITOHAINA / Rédacteur en chef: Mana RASAMOELINA / Rédacteurs: Lala Honoré RANAIVO · Tiana RAMANOELINA · Nambinina JAOZARA · Michèle RAKOTOSON / Photo de couverture : 123RF / Chefs de publicité : Rado Hariniaina RANAIVOSON Noëlla RAHARINAIVO / Maquette et mise en page : Agence Hello / Crédits photos : Présidence de la République de Madagascar Agence Hello · CUA · Mamiherson ANDRIANAIVO HARIJAONA · Freepik · Pixabay

Bimestriel édité par Ultima Média 8-10 Rue Rainizanabololona

Contact Pub : +261 (0) 34 02 420 22 • +261 (0) 34 25 918 85 • Impression : Imprimerie NIAG / Mars 2023 / Exemplaires : 4000

Brèves

Les documents fonciers au centre des attentions

Déchirés, illisibles, manquants, voire parfois introuvables, une grande partie des documents fonciers et topographiques entreposés auprès des services fonciers et topographiques sont dans un tel état de dégradation avancé, au point que ces derniers figurent parmi les secteurs les plus poreux aux actes de corruption. Le ministre de l'Aménagement du territoire et des Services fonciers (MATSF) en a personnellement fait le constat au cours d'une descente effectuée au service des Domaines et du service de la Topographie à Anosy. Pour pallier ce problème, la numérisation de ces documents revient plus que jamais au cœur des préoccupations et a même fait l'objet d'un atelier de validation d'un projet de décret portant sur le sujet au début du mois de mars. Ce texte prévoit notamment que « Les documents fonciers et topographiques issus de la procédure de reconstruction sont également établis sous une forme numérique aux fins de sauvegarde ».



L'OAM a un nouveau président

L'Ordre des architectes Malagasy (OAM) a un nouveau président, ou plus précisément une nouvelle présidente en la personne de Fara Hanitra Rahoelirivahy. Elue par ses pairs à l'issue de l'assemblée générale qui s'est tenue le 04 mars dernier au Motel d'Anosy, elle succède à Théodore Raveloarison. A noter que l'OAM a pour fonction de définir, encadrer et organiser la mission de l'architecte dans ses rapports avec l'intérêt public et les intérêts privés à Madagascar. Il dispose de nombreuses attributions : administratives, normatives, juridictionnelles et de formation de ses membres. Il protège et contrôle le titre d'architecte dans le cadre de sa mission déléguée de service public. C'est la seule cette institution qui valide le droit d'exercer le métier à Madagascar.

Le Salon de l'Habitat en octobre

SPI Forello a racheté les activités de Première Ligne, organisatrice de salons annuels qui se sont institutionnalisés au fil des ans. Nouvelle direction ou non, aucune interruption ni changement dans la tenue des habituels salons, en l'occurrence celui de l'Habitat qui aura lieu en octobre au Parc des Expositions Forello Tanjombato. Du haut de ses 24 éditions, le Salon international de l'Habitat (SIH) se veut un « moteur de croissance du secteur BTP à Madagascar ». Il réunit chaque année plus de 30.000 visiteurs autour d'une centaine d'exposants. A l'instar des autres salons, en l'occurrence la Foire internationale de Madagascar (Fim) programmée au mois de mai, la Foire internationale de l'Agriculture (Fia) en septembre, ou encore le Salon des Transports, des logistiques et des maintenances en novembre, le SIH se déroulera, a-t-on annoncé, sous le signe de l'innovation.



 **airtel**
business

240Go*
à seulement
154 000 Ar
HT



**+ BOX
OFFERTE**

numéro à contacter : 033 33 011 21



Téléchargez
My Airtel app

*Offre valable pour un abonnement sur 12 mois.

Dossier

Matériaux de construction

Les importations peu impactées par les crises

La crise sanitaire mondiale et la guerre en Ukraine ne semble avoir eu que peu d'impacts sur les importations de matériaux de construction, notamment le ciment et le fer. En témoignent les statistiques enregistrées auprès de la douane.

Incontournable, le ciment se hisse à la première place des articles les plus importés. Le terme « ciment » englobe les « ciments hydrauliques (y compris les ciments non pulvérisés

dits clinkers) ». Ainsi, 960.020 tonnes ont été importées en 2019, c'est-à-dire donc avant la crise sanitaire. Cette importation représente une valeur de 219,96 milliard d'ariary.

Au temps fort de la pandémie de Covid-19, en 2020, l'importation du ciment est restée quasi-intacte avec plus de 959.835 tonnes ont été importés, pour une valeur de 222,75 milliards d'ariary.

Le marché évolue, et en 2021, les im-

portations de ciment ont même explosé en franchissant la barre du million de tonnes, 1.143.549 de tonnes plus précisément (307,09 milliards d'ariary). Une hausse notable de 183.714 tonnes par rapport à 2020, pour reculer finalement en 2022, à 824.500 tonnes (302,01 milliard d'ariary), soit une baisse de 319.049 tonnes par rapport à 2021. Ces produits proviennent essentiellement du Pakistan, du Vietnam, Oman, des Emirats Arabes Unis, et d'Egypte.

Records pour le fer en 2022

Le fer est aussi un produit très demandé sur le marché. Il y a tout d'abord « les produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés dont la largeur est supérieur ou égal à 600 mm plaques ou revêtus », appelés tout simplement « fer plat » auprès des quincailleries. Ainsi, 50.162 tonnes ont été importées en 2019. Une baisse significative est observée en 2020 avec 39.682 tonnes et la tendance baissière continue en 2021 avec près de 29.044 tonnes. L'année dernière a sonné la reprise : plus de 54.161 tonnes importées, soit la plus grosse quantité durant ces quatre dernières années, qui représente 260,93 milliard d'ariary.

Les importations d'autres types de fers et d'acier, en l'occurrence les barres en fer ou en aciers non alliés, (simplement forgées, laminées ou filées à chaud) et les profilés en fer ou en aciers non alliés, ont connu à peu près la même courbe d'évolution, atteignant en 2022 leur plus haut niveau sur les quatre dernières années. Ces produits sont principalement importés de pays comme la Chine, La Réunion, la Turquie, le Pakistan, et d'Espagne, l'Inde, la Tunisie, ou encore l'Egypte.

Les normes existent mais il n'y a pas d'obligation d'homologation des ma-

tériaux de construction à Madagascar. « *Les discussions entre les ministères concernés sont en cours et cela devrait passer ensuite au conseil du gouvernement. Le décret n'est pas encore applicable mais ce qui est sûr ce que cela va voir le jour, les matériaux de constructions doivent respecter les normes avant d'être mise sur le marché et être utilisé, quand une maison s'effondre on a tendance à blâmer les constructeurs mais on ne remet jamais en cause la qualité des matériaux utilisés* » expose le Bureau des Normes de Madagascar (BNM).

Tiana Ramanoelina

Quantité de matériaux de construction importés 2019-2022
(Statistiques des importations sous régime douanier de mise à la consommation enregistrées dans Sydonia et liquidées - Source : Douane)

2019

1.095.784 T

2020

1.067.971 T

2021

1.230.756 T

2022

952.673 T



Dossier

Commerce

Les quincailleries face aux difficultés du marché du bâtiment

Les temps sont durs pour les quincailleries. Chaque année, en période de soudure, les clients se font désirer. Les rayons restent pleins et attendent d'être vidés pour donner la place à de nouveaux produits. A cela s'ajoute également la concurrence qui se fait de plus en plus rude.

A Andravoahangy, quartier référence des magasins d'outillage, les commerçants s'ennuient presque, attendant sur les comptoirs. En une journée, à peine deux à trois clients viennent s'informer ou acheter des matériaux de construction. Selon les gérants des grands magasins dans ce quartier, c'est une situation saisonnière qui leur est devenue habituelle. « Il y a des jours avec et des jours sans. Généralement, entre décembre et février, les clients se font rares pour la simple raison qu'ils n'ont pas d'argent », explique Mahefa Randriamanantena, vendeur dans une quincaillerie du secteur. Selon les témoignages de ces gérants, les espoirs de vente reposent surtout sur les clients qui ont

une obligation de finir leur chantier, ou ceux qui bricolent sur des petits projets de rénovation. Ils achètent des fers ronds, des vitres ou des luminaires en détails, pour finir les travaux. Les grandes constructions qui leur permettent d'écouler une certaine quantité de produits en une journée, se font rares. « *En-dehors de cette basse saison, nous avons des clients qui viennent nous acheter entre deux à trois tonnes de ciments. Actuellement, nous écoulons à peine entre six à 10 sacs seulement* », déplore Jean de Dieu Raharison, propriétaire d'un magasin de ciment et de fer.

Pourtant, selon lui, les prix du ciment ont connu une baisse de 1.000 ariary

depuis peu de temps. Mais cette situation n'est pas suffisante pour encourager les clients à acheter les matières premières dont ils ont besoin. Si le prix du ciment connaît une baisse, d'autres gérants font cependant état d'une hausse des prix de certains produits comme la peinture. Andry Solofoniaina, spécialisé dans la vente de peinture indique une augmentation de 100% du prix de ce produit. « *Si avant le pot de 3 kg se vendait à 30.000 ariary, actuellement il est à presque 60.000 ariary* », témoigne ce gérant. « *Les prix ont commencé à monter en flèche depuis la hausse du prix du carburant* », soupire-t-il. Une situation qui décourage encore plus les acheteurs.



Concurrence

Outre la rareté de la clientèle, les quincailleries font face également à une rude concurrence. La hausse du nombre de ce genre de commerce dans la capitale fait en sorte que certains magasins soient contraints de trouver des moyens plus astucieux pour attirer les acheteurs. « *Nous sommes une référence en matière de vente de luminaires, pourtant nous constatons que nous perdons peu à peu nos clients* », témoigne Mahefa Randriamanantena. « *Actuellement, certains magasins usent*

de nombreuses stratégies, comme le paiement échelonné ou à crédit. Ce qui nous donne une marge de retard », confie ce vendeur.

A entendre les quincailliers, un coup de pouce de l'Etat ne serait de refus pour améliorer les activités du secteur de l'outillage. « *Nous aimerions décrocher des marchés sur les contrats des travaux de construction des logements sociaux. Mais on sait tous que c'est impossible, vu que l'Etat préfère se fournir auprès des grands manufacturiers* »,

déplore un gérant. Il espère que cette situation prenne une autre tournure pour l'aider, lui et ses pairs, à faire décoller les ventes.

Néanmoins, ils sont certains de pouvoir traverser cette mauvaise passe. Les commandes devraient reprendre un cours plus ou moins normal dans le courant du mois de mars, quand les entreprises auront clôturé leurs études et débiteront l'exercice pour l'année 2023.

Zara Nambi



KEEWAY

RK 150E



GARANTIE

2

ANS*

*Sous condition de garantie

150 CC
USB
1,8L/100Km



oceantrade

Galaxy Village
Tel: 034 49 005 92
mail: accessoires@oceantrade.mg



Dossier

Production locale de ciment

Un marché porteur aux multiples défis

La production de ciment au niveau local devrait avoir vocation non seulement à réduire les importations et, à terme, à faire baisser les prix de ce matériau, mais aussi et surtout à créer de la valeur ajoutée au pays à travers le processus d'industrialisation, pourvoyeur d'emplois. Mais les défis restent immenses.

Cementis qui a fait l'acquisition des actifs du groupe LafargeHolcim dans l'océan Indien, est un nouvel acteur régional, leader dans la production et la distribution de ciment et matériaux cimentaires dans l'océan Indien, plus précisément à Maurice, La Réunion, Madagascar, Mayotte, Grandes Comores, et Seychelles.

Production inférieure à la demande

Actuellement le seul fabricant de ciment à Madagascar, Cementis Madagascar a un potentiel de production de près de 580.000 tonnes de ciments par an, grâce à ses 2 usines : une usine intégrée complète implantée à Ibity, près d'Antsirabe, et une deuxième usine de stockage et de mélange à Toamasina.

Mais à ce jour, la production locale de ciment est inférieure à la demande du marché, raison pour laquelle il reste un créneau pour les ciments d'importation. Comme déjà annoncé, Cementis Madagascar a commencé à investir dans son outil industriel avec

le lancement, en décembre dernier, en présence du président de la République, du projet de construction d'une nouvelle usine à Ibity, dotée de plus d'un million de tonnes de capacité de production qui, additionnée à celle de l'usine de production de Toamasina, devrait permettre de mener Madagascar vers l'autosuffisance en ciment.

En attendant, le prix du ciment reste fluctuant depuis quelques années, une hausse ayant notamment été constatée pendant la période de crise sanitaire du Covid. D'après David Raveloson, directeur commercial et

marketing de Cementis, cela est lié au fret maritime qui a considérablement augmenté en 2020-2021, et touché tous les produits importés : PPN, matériaux divers, etc. « *Les ciments imports ont été directement touchés. Cementis a aussi été impacté car l'entreprise importe des composants servant à la production et qui ne sont pas disponibles localement. A cela s'ajoute le fait qu'en haute saison, le port de Toamasina est totalement congestionné, entraînant de longues attentes des bateaux en déchargement et, par conséquent, un surenchérissement du coût des produits arrivant à Toamasina* », précise-t-il.

Année d'élections et d'incertitude

Clairement, l'ambition de Cementis Madagascar est de devenir le leader et la référence dans le monde de la construction à Madagascar.

« Le marché à Madagascar est très porteur dans le sens où il y a un potentiel important de développement et de construction important. Nous avons confiance dans le fait que le marché de la construction va encore grandir dans les décennies à venir », souligne David Raveloson. Avant de tempérer : « Néanmoins, il faut être conscient que le pouvoir d'achat actuel des Malagasy est très faible. En 2022, nous avons constaté une contraction du marché du ciment. Pour 2023, année d'élections, c'est encore l'incertitude : soit les investisseurs sont confiants et lancent leurs projets. Soit ils sont frileux et l'on risque d'assister à une nouvelle baisse de la demande. Je suis de nature optimiste et je mise sur la première hypothèse », augure le responsable.

RÉCOMPENSEZ, VOS COLLABORATEURS AVEC DU BON KFC



PROFITEZ DE NOS OFFRES SUR
MESURE, POUR VOTRE ENTREPRISE
AVEC NOS COUPONS CADEAUX

CONTACTEZ-NOUS
AU +261 32 05 903 23

KFC





LANCEMENT DU PROJET DE CONSTRUCTION
DE LA NOUVELLE CIMENTERIE D'IBITY

- Nouvelle usine d'une capacité de près de **1 000 000** Tonnes par an de ciment (**5** fois plus que la capacité actuelle)
- Nouvelle technologie de four horizontal de clinker plus performante
- Création d'emploi et développement de main d'œuvre Malagasy



Dans tous les cas, Cementis Madagascar cible aussi, évidemment, le grand public qui s'approvisionne dans les centaines de quincailleries et magasins spécialisés à travers le pays. Des campagnes de communication, des animations et des opérations de visibilité sont menées toute l'année pour faire connaître - à ceux qui ne le savent pas encore - l'importance de préférer des ciments de qualité, fabriqués localement ("vita Malagasy") et qui, de ce fait, bénéficient d'une fraîcheur incomparable par rapport aux autres ciments d'importation. Afin de répondre aux besoins des

consommateurs nationaux, l'entreprise propose la gamme la plus complète de ciments du marché : pour les travaux de maçonnerie comme le mortier de pose, les enduits, les chapes, la pose carrelage, les finitions et les petits bétons de propreté. Elle produit également du ciment adapté aux gros œuvres, aux fondations, aux bétons et ouvrages jusqu'à R+6. Pour les travaux plus techniques, Cementis commercialise du ciment dont l'utilisation est destinée à la préfabrication, aux travaux en environnements marins, aux ouvrages spéciaux tels que les ports, les tunnels, les ponts et les

barrages. Mais aussi du ciment idéal pour les grands travaux d'infrastructure. Il a été notamment utilisé pour la construction du stade Barea, ou encore la rocade Iarivo.

A noter que Cementis Madagascar est certifiée aux normes ISO 9001 et 14001. L'entreprise dispose de laboratoires internes qui testent les produits tous les jours tout au long du processus de fabrication. Ceux-ci sont également testés indépendamment par le laboratoire national des travaux publics et des bâtiments (LNTPB).

Tiana Ramanoelina



CENTRE
CHIROPRATIQUE
ANTANANARIVO

+261 34 02 420 47



CONSTRUISONS UNE COMMUNAUTE PLUS FORTE

CEMENTIS Madagascar a pour vision de contribuer au développement durable de notre pays, notre communauté et nos générations futures en favorisant une construction durable, ainsi qu'en aidant le pays à atteindre l'autosuffisance locale en ciment.

A travers nos activités RSE (Responsabilité Sociétale des entreprises) notre objectif est d'accompagner les communautés vulnérables pour un développement durable et viable sur le long terme. Notre démarche RSE s'articule sur cinq axes principaux: des infrastructures durables, une éducation de qualité, un meilleur environnement, la santé et la sécurité pour tous et la création d'activité génératrice de revenus.

Au cours de l'année 2022, nous avons mis en œuvre plusieurs projets afin de soutenir le développement des communautés dont celles proches de nos sites.

Nous adressons nos vifs remerciements à tous nos partenaires qui nous ont accompagné pour la réalisation de ces projets.



Liste non exhaustive des projets réalisés en 2022



SANTÉ ET SÉCURITÉ

- ✓ Participation aux travaux de construction du Centre de Diabète CEDIMA à Antsirabe. Bénéficiaires directs : 15 personnes, bénéficiaires indirects : 344.896 personnes.
- ✓ Donation de 30 lampadaires solaires à la Commune Rurale d'Alatsinairy Ibity afin d'éclairer les ruelles des 08 fokontany de la Commune. Bénéficiaires directs : 25 personnes, bénéficiaires indirects : 14.400 personnes.
- ✓ Participation aux travaux de construction d'un bloc sanitaire dans la Commune Rurale de Tritriva. Bénéficiaires : 17.500 personnes.
- ✓ Participation aux travaux de construction d'un bâtiment pour logement des médecins dans le Centre hospitalier Sainte Claire Andraikiba. Bénéficiaires directs : 05 personnes, bénéficiaires indirects : 2.500 personnes.



ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS

- ✓ Participation aux travaux de construction d'un Centre agricole et de matachages en partenariat avec l'Association Vivre Maroala Tuléar. Bénéficiaires directs : 206 personnes, bénéficiaires indirects : 1.200 personnes.
- ✓ Formation à la culture de géranium selon l'approche agroforesterie et production d'huiles essentielles. Bénéficiaires directs : 170 personnes, bénéficiaires indirects : 1.000 personnes.
- ✓ Formation des membres du club des maçons CEMENTIS à la technique de production de BTC et de construction en BTC avec structures, pannes et charpentes en bambous. Bénéficiaires directs : 190 personnes, bénéficiaires indirects : 660 personnes.



ENVIRONNEMENT

- ✓ Reboisement annuel avec la participation de tous les collaborateurs CEMENTIS Madagascar. 2.500 jeunes plants mise en terre.
- ✓ mise en place de pépinière de proximité de nos zones d'activités avec environ 40.000 jeunes plants.



INFRASTRUCTURES

- ✓ Travaux de bétonnage de l'axe Tritriva-Belszao (700m). Bénéficiaires directs : 23.000 personnes, bénéficiaires indirects : 46.000 personnes.
- ✓ Participation aux travaux de bétonnage du boulevard Mahazoarivo dans la Commune Urbaine d'Antsirabe. Bénéficiaires directs : 6.500 personnes, bénéficiaires indirects : 46.000 personnes.
- ✓ Mise en conformité du poste de la gendarmerie dans la Commune rurale d'Alatsinairy-Ibity afin d'assurer la sécurité de la communauté. Bénéficiaires directs : 08 personnes, bénéficiaires indirects : 14.400 personnes.
- ✓ Travaux de construction de 05 nouvelles maisons pour la relocalisation des familles habitant dans une zone à risque proche de l'usine d'Ibity, dans le cadre du projet pilote "Tanana Maharitra" sur un concept de village écologique.



EDUCATION

- ✓ Construction en BTC et structures en bambous de 2 salles de classe à l'ÉPP Ambarinakanga Commune Rurale Alatsinairy Ibity. Bénéficiaires directs : 350 personnes, bénéficiaires indirects : 2.100 personnes.
- ✓ Construction en BTC et structures en bambous de 2 salles de classe au lycée Tritriva. Bénéficiaires directs : 340 personnes, bénéficiaires indirects : 2.040 personnes.
- ✓ Construction de 3 salles de classes à l'ÉPP Mavogisa Ankilizato en co-financement avec la fondation Axlan. Bénéficiaires directs : 250 personnes, bénéficiaires indirects : 1.500 personnes.
- ✓ Participation aux travaux de construction du lycée d'Alatsinairy Ibity avec 6 salles de classe. Bénéficiaires directs : 300 personnes, bénéficiaires indirects : 1.800 personnes.
- ✓ Dotation de 350 tables-bancs pour ces écoles et établissements.
- ✓ Construction en BTC structures en bambous de deux salles pour bibliothèque et salle d'information pour le lycée d'Andranomanelatra. Bénéficiaires directs : 350 personnes, bénéficiaires indirects : 2.100 personnes.
- ✓ Remise des fournitures scolaires aux meilleurs élèves de chaque classe des écoles dans la commune rurale d'Alatsinairy Ibity, Tritriva et Andranomanelatra. Bénéficiaires directs : 460 personnes, bénéficiaires indirects : 2.760 personnes.

Aménagement intérieur Oppein s'installe à Madagascar

OPPEIN (prononcé « opaine »), le n°1 mondial de la conception de mobilier sur mesure, arrive à Madagascar. Son concept : la maison tout-en-un. Son showroom situé au 3e étage du Victoria Plaza à Antanimena, fait plus de 400 mètres carrés. Sont exposés, en un seul lieu, une grande variété de modèles de cuisine, de salle de bain, de dressing et de porte, offrant aux clients un vaste choix d'options que ce soit des particuliers construisant leurs maisons comme des professionnels développant des projets immobiliers. Avec plus de 2,3 millions de mètres carrés d'usine à intelligence artificielle en Chine, OPPEIN est tout à fait en mesure de répondre aux demandes les plus nombreuses et variées. Madagascar rejoint aujourd'hui le réseau des 7 600+ showrooms OPPEIN à travers le monde.



Tout se joue dans les détails

Muni d'une matériauthèque offrant une infinité de combinaisons et de possibilités, OPPEIN Madagascar imagine les intérieurs de demain selon les besoins, les goûts et le budget du client. Du modèle standard au plus sophistiqué, OPPEIN propose une multitude de formes, matériaux, couleurs, accessoires, quelle que soit la pièce de la maison à aménager. De la cuisine au dressing, du meuble vasque à la porte blindée, OPPEIN a la solution personnalisable qui convient au client. Grâce aux fruits de ses collaborations avec nombreux fournisseurs de renommée internationale, OPPEIN garantit des matériaux robustes, de très bonne qualité et d'excellente finition.

Comment ça marche ?

Le client approche OPPEIN : il se rend au showroom avec un croquis ou un plan détaillé du lieu à traiter. Guidé par l'équipe de concepteurs sur place, il fait son choix de textures, formes, couleurs, etc. parmi les gammes de modèles et matériaux proposés. Afin qu'il puisse se projeter, des simulations 3D sont établies et soumises au client.

Le logiciel utilisé, spécialement développé par la marque OPPEIN elle-même, est entièrement relié aux usines en temps réel. Une fois le design validé, l'offre commerciale correspondante est proposée. A l'issue de la confirmation, des contre-mesures sont effectuées sur site et le processus de fabrication est enclenché.

Par la suite, tous les matériaux pré-découpés en usine sont emballés et étiquetés à l'aide de QR codes distinctifs permettant un traçage de chaque élément avant et pendant l'assemblage. Avec ce processus avant-gardiste, les équipes peuvent alors tout livrer et assembler sur site de manière organisée et efficace.

Un design maîtrisé


La commercialisation de la marque OPPEIN est assurée par Unihome, cabinet d'architecture déjà reconnu pour ses réalisations dans la capitale. Guillaume de Comarmond dirige la partie création-design. Architecte de formation avec une dizaine d'années d'expérience à son actif, il est aussi titulaire d'une maîtrise en dessin de mobilier industriel. « Ma spécialisa-

tion, c'est l'architecture, avec le souci d'aller dans les moindres détails », souligne-t-il.

Le produit-phare de la marque OPPEIN reste la cuisine personnalisée. « La cuisine est un lieu de vie au cœur de la maison ! Lorsqu'on la dessine, plusieurs paramètres sont à prendre en compte, et notre mission est de

fournir au client la cuisine qui lui ressemble et va l'accompagner le plus longtemps possible », note Guillaume de Comarmond.


Avec OPPEIN, particuliers et professionnels à Madagascar disposent maintenant d'un concepteur expérimenté pour toutes les pièces de la maison.




Votre cuisine, votre univers

CUISINE | BAIN | PORTE | MOBILIER SUR MESURE

  @oppeinmada

 Victoria Plaza, Antanimena

 038 22 222 66

 oppein@unihome.mg

OPPEIN
MADAGASCAR

Interview

Hary Andriantefihasina

“Il faut arriver à créer un champion national du BTP”

Comme beaucoup de secteurs, celui du BTP a souffert à la fois du Covid-19 et de la guerre en Ukraine. Hary Andriantefihasina, président du Syndicat des Entrepreneurs du Bâtiment et des Travaux Publics (SEBTP), fait le point sur la situation actuelle du secteur.



PERSPECTIVES
eco magazine

Qu'est-ce que le SEBTP ?

Hary Andriantefihasina : Le SEBTP est un groupement des entrepreneurs du BTP malgache créé en 1960 dont l'objectif est de promouvoir les entreprises du BTP à Madagascar. Il compte aujourd'hui 90 membres regroupant tous les corps d'état tels que les constructeurs de ponts, de routes, de bâtiments donc des réalisateurs de gros et moyens œuvres, ainsi que des plombiers, des quincailliers, des fournisseurs de matériels de construction (exemple, Henri Fraise...), de grandes entreprises

étrangères (des majors tels que Colas...), de grandes entreprises malgaches et des PME locales... On peut dire que le SEBTP est représentatif du secteur BTP à Madagascar. Pour en devenir membre, il faut que l'entreprise fasse montre de l'existence d'un véritable impact social, entre autres, qu'au minimum, 95 à 99% des collaborateurs soient des nationaux.

Comment est l'état actuel du marché ?

Pour parler du marché actuel, il faut procéder à une rétrospective des 2

dernières années. Incontestablement, le Covid-19 a causé des problèmes aux entreprises car il n'y avait pas de travaux. A la sortie de la crise sanitaire, la guerre en Ukraine a entraîné une inflation mondiale des matières premières. Les effets combinés post-Covid et du conflit se sont traduits par une hausse des prix en général, ce qui a mis en difficulté les entreprises, car il n'y avait déjà pas beaucoup de travaux. Et les quelques entreprises qui travaillaient avaient des marchés forfaitaires, donc avec des prix non révisables malgré la hausse sensible des prix. En conséquence, n'ayant pu

réviser leurs prix, les entreprises ont dû absorber les pertes.

Par ailleurs, les marchés publics existent mais il y a perte de confiance des entreprises locales à leur égard à cause du non-paiement des travaux

cette année d'élection présidentielle : quid de la continuité de l'Etat en matière de marchés publics ?

Par rapport à la politique de construction de logements sociaux engagée par l'Etat, quel rôle peuvent jouer les entreprises du BTP ?

Quelles sont les perspectives du secteur pour cette année ?

Au lieu de parler de perspectives, je préférerais avancer deux propositions. Il existe de nombreux marchés. Les marchés financés par les bailleurs de fonds vont par lots. Il faut bien étudier ces lots pour permettre aux entreprises moyennes malgaches de soumissionner en tant que titulaires. Le problème est que les appels d'offres ont un trop grand montant et les entreprises malgaches ne peuvent pas y accéder.

Depuis 15 à 20 ans, malgré le financement des infrastructures par les bailleurs de fonds, on n'a pas encore réussi à créer un champion national du BTP. Il faut prendre l'exemple de certains pays d'Afrique du Nord qui ont adopté une politique consistant à rehausser la capacité des entreprises locales qui, à force de progresser, deviennent par la suite des champions nationaux. La première proposition consiste à créer un champion national du BTP. Quant à la seconde, elle porte sur le marché public. Il faut fluidifier la passation des marchés et du paiement qui, aujourd'hui, sont aléatoires.

Il faut prendre l'exemple de certains pays d'Afrique du Nord qui ont adopté une politique consistant à rehausser la capacité des entreprises locales

réalisés. En fin de compte, les entreprises sérieuses n'osent plus tellement soumissionner car cela comporte trop de risques. Quant aux gros marchés, ils sont plutôt réservés aux majors. Au final, il n'y a pas d'autres créneaux pour les entreprises d'autant plus que le marché privé n'est pas suffisamment important. Actuellement, les difficultés subsistent quoique les prix baissent peu à peu. Et l'incertitude plane en

En ce qui concerne les logements sociaux, beaucoup a été programmé mais pour le moment, on a juste Tanamasoandro et Ivato. Si l'on considère tout le programme de l'Etat, il est capable de porter la croissance du secteur BTP. Mais en réalité, il faut être conscient du retard dans l'exécution du programme.

Finalement, il y a décalage entre programme et réalisation. Les marchés publics peuvent encore diminuer suite à l'annonce faite par le président de la République de suspendre tous les nouveaux programmes d'investissement. On n'a donc pas de certitude sur ce que sera le volume du marché. Il faut souligner la particularité des entreprises du BTP qui se doivent d'être résilientes, réactives et capables de s'adapter à toutes les situations, même si ces situations changent vite.

Propos recueillis par
Ranaivo Lala Honoré

MENUISERIES
Prêtes à poser
Et Sur-mesure

ALU
ALUMINIUM

AVAV Alarobia en face APMF
020 23 618 70 - www.alu.mg

L'accompagnement foncier

La solution pour prévenir efficacement les litiges

Le Cabinet ECR (Cabinet d'études, de conseil et d'assistance à la réalisation) célèbre cette année ses 30 ans d'existence. Dans ce contexte, Georges Ramanoara, fondateur et Directeur général dudit cabinet partage ses expériences et appréciations, particulièrement sur l'accompagnement foncier.

Un cabinet comme ECR intervient dans plusieurs domaines, mais vous attachez un intérêt particulier au foncier.

Pourquoi ?

Georges Ramanoara : Je pense que le foncier est important parce qu'il faut quand même parler du terrain sur lequel seront bâties les constructions. Beaucoup a été déjà dit sur le foncier et le gouvernement a déjà beaucoup sur le foncier : la digitalisation du foncier, la distribution de plus de 200 000 certificats fonciers. Il a également procédé au renforcement de capacité de l'administration foncière. Mais toujours est-il que les problèmes subsistent et je pense qu'il faut en parler, d'autant qu'en termes de litiges au niveau des tribunaux, les litiges fonciers en constituent plus de la majorité. Bien évidemment, Madagascar ne constitue pas une exception, c'est pareil dans toute l'Afrique. D'où la volonté du Cabinet ECR, qui va célébrer cette année ses 30 ans d'existence, de montrer son expérience en matière d'accompagnement foncier. Nous considérons que cet accompagnement est l'une des solutions qui permettent de réaliser de bonnes choses dans le foncier.

A quel titre cet accompagnement foncier est-il aussi important ?

Premièrement, quand un investisseur veut s'installer à Madagascar dans le cadre d'un grand projet, la première chose qu'il cherche est tout d'abord de trouver un terrain sécurisé pour qu'il puisse travailler en toute sérénité. Il ne souhaite pas non plus perdre du temps dans la régularisation foncière. Deuxièmement, nous pouvons également réaliser toutes ces démarches

dans le temps car nous, on sait ce que c'est l'administration, donc nous savons frapper à la bonne porte pour éviter les allers-retours. Et troisièmement, il vaudra éviter de perdre de l'argent car bien souvent, le dossier foncier est complexe, surtout au niveau des procédures. A défaut de conditions optimales, certains investisseurs renoncent finalement à mettre en œuvre leurs projets. C'est le type d'accompagnement que le cabinet ECR peut proposer aux investisseurs car ECR dispose d'un département juridique spécialisé en expertise foncière. Celui-ci possède toutes les expertises requises (experts fonciers auprès des tribunaux, topographe, notaire, ...) dont le grand avantage est la possibilité de proposer une régularisation de dossiers fonciers selon les règles administratives légales car ce sont des experts qui s'en occupent.

Que conseillerez-vous aux investisseurs ?

Quand on veut réaliser un projet industriel foncier, il est toujours avantageux de travailler avec un cabinet d'études qui a de l'expérience dans l'accompagnement foncier. Nous, nous pratiquons l'accompagnement foncier depuis plus de 10 ans non seulement à Antananarivo, mais aussi dans les provinces, dans le Nord, dans l'Est... Je voudrais également ajouter que, quand il s'agit d'un grand projet industriel, d'un grand projet minier..., des problèmes sociaux surviennent fréquemment. Effectivement, l'Etat exige toujours un Permis environnemental et social avant d'autoriser l'exploitation. Pour cette raison, il faut au moins établir un plan de gestion environnemental et social ain-



si qu'un plan d'actions de réinstallation. Nous tenons ainsi à porter à la connaissance des investisseurs que le Cabinet ECR a de l'expérience en matière de maîtrise d'œuvre institutionnel et social et en étude d'impact environnemental et social. Cette expérience de plusieurs années est basée sur nos réalisations à Madagascar et même en Afrique. La maîtrise d'œuvre institutionnelle et sociale est basée sur le triptyque maître d'œuvre (investisseur), institution (collectivité) et population (propriétaire des biens). Il faut toujours penser aux intérêts de chaque partie. Pour ce faire, notre réussite se fonde sur l'approche « win win » (gagnant gagnant) pour que toutes les parties prenantes soient satisfaites.

Le mot de la fin ?

Les problèmes fonciers ne seront pas facilement ni rapidement résolus, mais nous sommes certains que si l'on fait exécuter les normes d'accompagnement par des experts comme le cabinet ECR, nous croyons qu'ils diminueront sensiblement, même si ces problèmes sont complexes. Ce sera un gain de temps et d'argent. Je tiens aussi à souligner que malgré la crise sanitaire de 2020 à 2022 entraînant une baisse des investissements publics et privés, les activités du Cabinet ont toujours continué tout autant. Par ailleurs, nous avons aussi profité pour parfaire la modélisation de notre méthode de travail sur l'utilisation des photos satellites, drones ainsi que notre plateforme numérique de gestion foncière avec le système d'information géographique (SIG).

Propos recueillis par

Ranaivo Lala Honoré





CABINET ECR

«Votre développement, c'est notre métier!»

Votre Cabinet de conseil en Gestion et en Economie
depuis 1993

GESTION-MANAGEMENT
STRATEGIE - MARKETING
RH - FORMATIONS
FINANCES
ECONOMIE
INFORMATIQUE



CABINET D'ÉTUDES, DE CONSEIL
ET D'ASSISTANCE À LA RÉALISATION

Briquèterie

Jean de Dieu Rakotoarivelo et la passion pour la terre

Du côté d'Ambohitrimanjaka, l'atelier à ciel ouvert des briquetiers artisanaux s'étend à perte de vue. On les rencontre à l'entrée de la commune, tout près du pont, ainsi que dans les villages les plus reculés. Dans cette localité, l'art de la briquèterie s'apparente à une religion. Tout le monde en a une, et a le devoir de transmettre le savoir-faire de génération en génération. Immersion dans le quotidien d'un briquetier, à travers l'histoire de Jean de Dieu Rakotoarivelo, ouvrier, père de famille mais surtout un homme passionné.

D'assez grande taille, silhouette élancée, joues creuses, Jean de Dieu Rakotoarivelo traverse la rizière transportant ses outils sur les épaules, comme s'il partait au combat. A vue d'œil, difficile de croire que ce jeune homme de 31 ans pratique le métier de briquetier, qui exige de sacrées capacités physiques. Mais il est tout aussi productif que ses pairs, plus costauds que lui. Car à Ambohitrimanjaka, la briquèterie est une question d'héritage. Ce père de famille est briquetier depuis l'âge de 15 ans. Comme tout « zanatany » ou enfant du village, le jeune homme s'est formé au métier de la briquèterie dès son plus jeune

âge. Un art qu'il va apprendre aux pieds de ses parents et de ses grands-parents. La dextérité lui viendra avec le temps, jusqu'à en devenir un vrai expert. Tous les jours, de 6 heures jusqu'au soir, ce père de famille va sur le chantier, un vaste terrain traversé par la rivière de l'Ikopa. Là, se réunissent tous les briquetiers en période de campagne, qui s'étend généralement de mai à octobre. Il prend sa bêche, son moule et s'attèle à sa tâche quotidienne. Il ne voit pas l'heure passer, tant il se concentre à son ouvrage. L'objectif est de produire le plus de briques possibles en une journée, et de bonne qualité.

Jean de Dieu Rakotoarivelo parle de la brique comme d'une recette de cuisine. « *La brique, c'est l'art de mélanger les terres. C'est comme une salade composée, il suffit d'associer les bons ingrédients pour avoir de la bonne salade* », s'amuse-t-il. C'est cette composition ensuite qui va former la couleur et la qualité des briques. Blanchées, rouges ou roses selon les préparations. Les briques blanches sont utilisées parfois dans la construction des maisons traditionnelles malgaches. Le fameux « madio ivelany » ou les maisons en terre crue, tandis que les briques roses sont idéales pour construire des puits. Dans le fokontany de Beloha, tous les éléments qui servent de matières premières à la fabrique de briques sont disponibles sur le lieu de travail de Jean de Dieu Rakotoarivelo. Il y a de la terre rouge, de l'argile et du limon, mais par-dessus tout, de l'eau en abondance. Le terrain est devenu un énorme laboratoire. Après avoir été extraites, les terres sont ensuite mélangées avec de l'eau pour obtenir une boue homogène. C'est cette boue ensuite qui va être travaillée à la main comme une pâte. Le paquet de glaise qui en ressort sera ensuite introduit dans un moule en veillant à bien racler les surfaces, pour avoir une forme parfaite.

Après avoir été séchées au soleil, les briques sont ensuite disposées à plat sur un sol bien arasé et lissé, avant d'être cuites au four. La cuisson peut durer un mois, selon la quantité de briques à cuire.

Jean de Dieu Rakotoarivelo peut fabriquer à la main entre 600 et 700 briques par jour. Il est aidé par sa femme, qui lui prépare à manger. C'est cette nourriture qui lui permettra de poursuivre le travail pendant des heures d'affilée, sans quoi il tombera vite malade. La fatigue générale est d'ailleurs fréquente dans ce métier. « *Nous n'avons pas d'assurance. Quand on se sent fatigué, on prend une semaine de pause* », témoigne-t-il. Cette période lui permettra de reprendre des forces avant d'attaquer la prochaine production. Une vraie machine humaine. Mais ce sacrifice en vaut pourtant la peine. Le résultat qui en ressort permet à cet homme non seulement de gagner sa vie, mais aussi de nourrir sa fierté. « *Ce sont des natifs de la localité qui ont fabriqué les briques ayant permis de construire la plupart des maisons à Tanà, des villas en passant par les écoles ainsi que de grands bâtiments* », se félicite-t-il. Dans la commune d'ailleurs, la plupart des maisons sont construites en terre crue, avec des matériaux locaux.



Economie circulaire

Jean de Dieu Rakotoarivelo avait commencé à fabriquer des briques à plein temps lorsqu'il a arrêté l'école. Pourtant, il a fréquenté un lycée privé de la localité. « *Les charges scolaires étaient trop lourdes pour mes parents, donc j'ai décidé d'arrêter mes études* ». A l'entendre, il ne regrette pas cette décision car avec ce métier, il a réussi à se construire une vie stable. Ses deux filles vont à l'école et sa femme attend un bébé.

Outre Jean de Dieu Rakotoarivelo, ils sont plus de 4.200 briquetiers à faire tourner l'économie d'Ambohitrimanjaka. C'est avec la brique qu'ils font vivre leur famille, paient les dots de leurs filles, les « adidy » (obligations morales) dans les familles et ainsi que les différentes dépenses au quotidien. Dans la localité, les briques se vendent à 90 ariary par pièce, 150 ariary avec la livraison. Un briquetier possède environ 200.000 briques. Le business est devenu si prospère dans la commune, au point que 80% des acheteurs viennent d'Ambohitrimanjaka, selon les explications de Ihajason Randriamanalintsoa, premier magistrat de la ville. « *Un tiers seulement des acheteurs, constitué de particuliers et d'entreprises viennent de l'extérieur* », selon le maire. Ces entrepreneurs indépendants se réjouissent d'ailleurs de la création d'une grande usine dans la commune, leur ayant permis d'écouler une grande partie de leur production.

“

De toute façon, je ne sais faire rien d'autre que de travailler la terre

”





Le travail à la chaîne est ce qui va permettre à la commune d'Ambohitrimanjaka de produire des briques à la main à quantité industrielle. Ici, tous sont interdépendants. Il y a ceux qui façonnent, et ceux qui cuisent les briques, ceux qui les vendent et ceux qui les transportent. Quand un acheteur vient, il est facile de louer un camion, puisque tous les métiers sont corrélés. Pour les livraisons à courte distance, les charrues et les bœufs sont mis à disposition. Et quand la demande augmente, les briquetiers n'hésitent pas à engager des ouvriers, qu'ils paient à 30 ariary la brique, pour les aider. Selon le témoignage de certains d'entre eux, ces ouvriers viennent parfois du Vakinankaratra, « *venus exprès pour apprendre le métier auprès des grands connaisseurs d'Ambohitrimanjaka* ».

Ils bâtissent des petites tentes sur le chantier et y restent le temps de la formation. Ils partent ensuite pour essayer de gagner leur vie en tant que briquetiers dans leur ville natale où ils possèdent des terres.

Mais cette profession saisonnière ne suffit pas à nourrir son homme. En-dehors des campagnes, les briquetiers pratiquent aussi l'agriculture ou l'élevage. Jean de Dieu Rakotoarivelo possède des terres ainsi que des volailles. En hors saison, il propose ses services en tant que maçon. Cette profession saisonnière le fait vivre depuis des années, et il ne compte pas évoluer vers d'autres métiers.

« *De toute façon je ne sais faire rien d'autre que de travailler la terre* », soupire-t-il.

Zara Nambi



Galaxy Village
Tel: 034 11 644 41 / 42
mail: bonjour@continental-auto.mg



Groupe Filatex

contribue au développement des énergies renouvelables

La fourniture de l'énergie est un sujet de préoccupation majeur dans le monde et Madagascar ne fait pas exception. L'utilisation de longue date des énergies fossiles accélère le réchauffement climatique, nuisant à l'écosystème. Cependant, grâce aux énergies propres et renouvelables, nous pouvons espérer prendre une autre direction, plus durable. Le développement durable n'est pas un mythe, chaque pays et chaque entité lutte aujourd'hui pour un avenir plus vert et Groupe Filatex entend en faire

partie. Conscient des opportunités incroyables du pays en matière de production énergétique, le groupe adapte ses centrales de production d'électricité aux exigences de notre époque, par une hybridation par voie solaire. Il s'engage à réduire son empreinte carbone en augmentant la part d'énergie renouvelable dans son mix énergétique. Grâce à des investissements conséquents dans de nombreux projets, notamment solaires, il peut désormais fournir une énergie

fiable et de qualité à un grand nombre de personnes à travers le pays, d'Antsiranana à Toliara, et de Toamasina à Mahajanga.

Grâce à ses projets, Groupe Filatex cherche à promouvoir les services publics vitaux tels que les hôpitaux et les écoles, à améliorer la sûreté et la sécurité et à promouvoir les opportunités de croissance des entreprises, tout cela dans un seul objectif : contribuer au développement durable de Madagascar.

■ La première phase d'hybridation achevée

L'année 2022 a été riche en accomplissements pour aider à la transition énergétique du pays. Le groupe a achevé la première phase d'hybridation de ses centrales de Toamasina, de Mahajanga, de Toliara et d'Antsiranana, une étape cruciale qui annonce

déjà la seconde phase à partir de 2023. Groupe Filatex produit actuellement 140 MW d'énergie thermique en hybridation, et développe plus de 100 MW d'énergie solaire. Toutefois, il est convaincu que toute forme d'énergie a sa place dans l'accéléra-

tion de la transition vers la neutralité carbone, c'est pourquoi le solaire est au cœur de tous ses projets, mais reste talonné par l'éolien - déjà en développement- et l'hydraulique, qui occupe une place importante dans ce mix énergétique.

Quid des perspectives à partir de 2023 ?

Des fermes solaires flottantes

Le groupe développe le plus grand projet de fermes solaires flottantes à Madagascar, prévues au centre de la capitale et dans les périphéries. Elles

fourniront 10 MW d'énergie pour la compagnie d'électricité et des services d'eau (JIRAMA), mais offriront également à la population périurbaine

et rurale un accès concret pour s'engager dans la transition énergétique.



Un rooftop solaire

Un autre projet important réalisé par Groupe Filatex est celui du rooftop solaire, qui sera installé sur les toits de ses zones franches industrielles d'Ankadimbahoaka. Un projet qui

fournira 11 MW d'énergie solaire, injectée directement sur le réseau d'Antananarivo et qui permettra d'économiser environ 40.000 tonnes de CO2 par an, de créer de nouveaux emplois

et qui bénéficiera directement à plus de 50.000 familles, par le biais d'activités de responsabilité sociétale des entreprises (RSE).

Un parc éolien dans le Nord

Une grande première pour Groupe Filatex et un projet tout aussi innovant pour Madagascar : un parc éolien. Le site sera développé à Antsirana, reconnue comme étant une

région venteuse et aura une capacité de 5 MW, fournissant 14 GWh/an et économisant environ 20.000 tonnes de CO2 par an. Le projet fournira une connexion énergétique durable

à 25.000 foyers, créera une dizaine d'emplois directs et bénéficiera indirectement à plus de 1.000 familles par les activités RSE.

Une batterie de stockage révolutionnaire

Groupe Filatex est également entré dans l'actionnariat de Energistro, une start-up française spécialisée dans le développement du « Volant de stockage solaire » (VOSS). Ce stockage d'énergie solaire offre une

alternative rentable et durable aux batteries stationnaires traditionnelles, utilisées actuellement pour le stockage d'énergie.

Grâce à cette prise de participation,

le groupe envisage de déployer le VOSS à Madagascar et à l'île Maurice, créant jusqu'à 300 emplois et fournissant une nouvelle source d'énergie durable à 2.000 foyers.



Avec le développement durable comme fer de lance, Groupe Filatex axe ses projets pour construire un avenir, sur la valorisation de la main d'œuvre et des talents locaux. Son objectif principal est de continuer à être **un acteur majeur de l'énergie verte et de la transition énergétique sur le marché malgache et africain.**



Alarmes et caméras de surveillance



La demande monte en flèche

L'évolution du marché immobilier à Madagascar et surtout la recrudescence des cas d'insécurité ont permis aux métiers liés à la sécurité privée de se développer à Madagascar ces dernières années.

Nombreux sont les entreprises qui font leur entrée sur le marché en proposant divers services comme le contrôle d'accès, l'installation des alarmes, des caméras de surveillance, ou encore le gardiennage, la demande étant en hausse.

Cela se confirme notamment auprès de Vigie S.A qui opère cette activité depuis 2012 et

est devenue leader dans le secteur en tant qu'entreprise spécialisée dans les solutions complètes de sécurisation : la télésurveillance et l'assistance.

L'entreprise note en effet que la courbe des demandes de sécurisation des biens et des personnes est exponentielle dans la plupart des pays du monde et Madagascar n'y déroge pas. Ce phénomène s'explique par plusieurs facteurs, dont la crise sanitaire qui a impacté les modes de vie, l'explosion du marché immobilier à Madagascar et en particulier à Antananari-

vo, mais aussi par la croissance démographique, la fracture sociale, et le contexte économique mondial. « *Ces divers paramètres conduisent à une recrudescence inquiétante de l'insécurité qui se manifeste par la multiplication des attaques et de vols* », a-t-on fait savoir.

Ce besoin de sécurisation grandissant se fait ressentir non seulement auprès des petites, moyennes et grandes entreprises, des industriels, mais également d'autres profils de clients tels que les commerçants ou encore les particuliers.

Offres existantes

Pour le cas de Vigie, les offres peuvent être adaptées aux besoins spécifiques des clients mais, d'une manière générale, l'entreprise met à disposition des clients des systèmes d'alarme reliés à un centre opérationnel, accompagné de ses services d'intervention opérés par des agents formés et équipés qui sont prêts à intervenir dans un délai très rapide dû au positionnement de ses postes avancés. Cette panoplie de services est disponible 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 et 365 jours non-stop.

D'autres services sont également disponibles, à commencer par les

boutons « panique », qui en cas d'agression font réagir immédiatement, la vidéosurveillance avec la possibilité d'avoir un opérateur dédié pour suivre les caméras à distance, ou encore le service incendie de premiers secours d'urgence dont les agents sont formés en permanence auprès de pompiers professionnels.

En milieu public ou routier, l'entreprise propose également le transport et sécurisation avec suivi des biens. Un service dépannage et remorquage sur route est offert gratuitement à ses abonnés, ce qui permet de sécuriser et d'accompa-

agner les clients en cas d'accident ou de panne.

Des packs sérénité mobile peuvent être installés dans les véhicules : au moindre problème, l'utilisateur aura tout simplement à appuyer le bouton rouge, le véhicule sera localisé par les opérateurs au centre de télésurveillance qui lancent rapidement les équipes d'intervention. Dans le même contexte, les « body tracker » se mettent dans une poche ou un sac.



A noter que cette augmentation significative des besoins se traduit par une forte croissance annuelle des activités pour Vigie qui souligne « *déployer tous les efforts pour conserver la qualité de son service notamment à travers des investissements humains, techniques, et technologiques* ». Dans une logique d'intervention rapide, elle installe ses postes avancés d'intervention à proximité des quartiers aussi bien urbains que périurbains.

Pour se faire une idée de la demande à l'échelle nationale, Vi-

gie a notamment mis en œuvre une politique de création d'une nouvelle agence au minimum, par an, sur la Grande île. En 2022, l'entreprise comptait 12 agences. Hormis la capitale, elle est aussi présente à Antsirabe, Antsiranana, Fianarantsoa, Mahajanga, Morondava, Nossy-Be, Taolagnaro, Toamasina et Toliara, et très prochainement à Mangily et Sambava qui seront dotées d'une agence avec les infrastructures adéquates cette année.

Tiana Ramanoelina

BIENTÔT
à SAMBAVA

VIGIE
High Tech Security

LEADER EN

- Alarme —
- Télésurveillance —
- Intervention —

NOS YEUX, VOTRE SECURITE



✉ contact@vigie.mg

📍 🌐 📺 📷

☎ +261 32 07 190 00

Prêts immobiliers

Une évolution positive mais raisonnable

Avec la hausse sensible des prix des matériaux de construction au cours de ces dernières années, il est devenu aujourd'hui difficile, voire quasi impossible pour le particulier d'autofinancer en totalité la construction de sa bâtisse. D'où le recours, bien souvent, au prêt immobilier avec l'aide de la banque, en vue de réaliser le projet.

Selon Tsanta Rakotovoao, référente en projets immobiliers auprès de la BMOI, les institutions financières, particulièrement la BMOI, essaient autant que faire se peut de répondre à cette demande. Il existe de nombreuses offres et les appellations sont différentes : crédits immobiliers, prêts immobiliers, crédit à l'habitat, prêt à l'habitation... Concernant la BMOI, l'objectif est d'aider le client à réaliser son projet qui peut concerner non seulement l'acquisition et la construction, mais également la rénovation, l'extension, la finalisation, l'équipement... Il existe ainsi une très large gamme de crédits immobiliers répondant

à tous les types de projet immobilier. De plus, la Banque accompagne ses clients dans toutes les étapes du projet : recherche de biens immobiliers grâce à son réseau de partenariat, démarches administratives, procédure d'assurance, ...




Aujourd'hui, toute personne souhaitant se constituer un patrimoine immobilier ou l'enrichir peut approcher la BMOI pour la réalisation de son souhait. L'étude du dossier déterminera en dernière instance si la demande du client correspond à son projet ou s'il y aurait des ajustements à effectuer. A la BMOI, le montant accordé se base sur les besoins du client et son profil d'investisseur. De ce fait, chaque demande de crédit immobilier fera l'objet d'une étude au cas par cas, chaque traitement de dossier étant personnalisé. Aujourd'hui à Madagascar, la durée maximale d'un crédit immobilier est aux alentours de 15 ans. Compte tenu de ce délai de remboursement relativement long, les banques peuvent être amenées à la prise de garantie réelle comme par

exemple une garantie immobilière sur le bien à financer.

En matière de taux, chaque banque pratique celui qui lui convient. Mais généralement, il est en rapport au taux de refinancement de la Banque Centrale de Madagascar, la base sur laquelle chaque banque déterminera son taux de crédit, suivant plusieurs paramètres. Mais pour permettre à la totalité de ses clients de réaliser ses projets immobiliers, la BMOI lance, du 27 février au 21 avril, une campagne promotionnelle durant laquelle le client pourra bénéficier de conditions préférentielles.

En termes de perspectives, du fait qu'il y ait beaucoup plus de promoteurs immobiliers, de lotissements, d'offres de biens immobiliers... sans oublier les logements sociaux construits par l'Etat, les crédits immobiliers devraient être appelés à connaître une évolution positive raisonnable. Alors si vous voulez concrétiser un projet immobilier, RDV à l'agence BMOI la plus proche !

Crédit immobilier **Fairy** Un service 4 étoiles

-  Taux préférentiel et conditions avantageuses
-  Prévoyance sécurité
-  Offre complète et sur mesure grâce à notre réseau de partenariats

Pour plus d'informations, rendez-vous dans notre agence ou contactez notre Référente en projets immobiliers au +261320727417



Du 27 février au 21 avril 2023

Un crédit vous engage et doit être remboursé.
Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager.

Secteur immobilier

Quand le produit est bon, il se vend tout seul

Le monde de l'immobilier serait-il en train d'enregistrer une véritable mutation ? En effet, depuis quelques temps, de nombreuses sociétés ou entreprises individuelles immobilières proposent leurs offres sur les réseaux sociaux. C'est, en tout cas, une démarche marketing que l'on peut qualifier d'innovatrice.



Interrogé sur les tenants et aboutissants d'une telle démarche, Victor Raharinosy, juriste et responsable des ressources humaines d'une société de promotion immobilière, explique que cela tient au fait que ce n'est pas payant ou tout au moins, c'est un canal de communication qui coûte moins cher que les médias traditionnels (presse écrite, télévision, radio).

Une multitude d'offres

Une multitude de produits y sont proposées : des terrains nus, des terrains avec des bâtiments donc des espaces construits, ... Certaines offres immobilières, peuvent aussi tout simplement consister en des prestations de services (comme les suivis de dossiers, les recherches de biens, c'est-à-dire le courtage...), des services topographiques ou la conception de plans 2D ou 3D, des devis...

Les composantes de chaque offre diffèrent en fonction du contrat passé

avec le client. Certains prestataires proposent du clé-en-main, d'autres peuvent s'arrêter au niveau de la fondation ou à mi-chemin du projet, ... En fait, toutes les formules sont possibles en matière de construction, sachant que tout dépend du contrat conclu avec le client.

Ensuite, il y a le système de paiement proposé : le paiement en totalité peut s'effectuer à la livraison du produit ou en fonction de l'évolution des travaux. Il peut parfois arriver que

le projet n'aille pas jusqu'à son terme pour cause de problèmes financiers du client.

Pour réaliser les travaux proprement dits, les sociétés immobilières ont recours à toute une équipe de prestataires externes (topographes, architectes, autres entreprises de construction...), tout en procédant à la location de matériels, l'approvisionnement direct en matériaux auprès des revendeurs avec des achats en grande quantité...

Forte concurrence

Au niveau de l'activité des entreprises, la crise sanitaire n'aurait pas eu tellement d'impact sur l'activité des sociétés immobilières (que ce soit sur les produits ou les services). Actuellement, comme à chaque début d'année, les affaires sont un peu difficiles car l'immobilier connaît, comme tout autre produit, des saisons de vente. Ainsi, les fêtes (Pâques, Noël, ...) représentent en quelque sorte des opportunités de relance économique et comme pour tout, les produits immobiliers se vendent aussi davantage

pendant cette période. Dans le secteur du bâtiment, tout est également question de marketing. Finalement, selon un professionnel du secteur :

« Quand le produit est bon, il se vend tout seul ».

En matière d'évolution du secteur, la concurrence existe. Comme à l'accoutumée, lorsqu'une activité prospère, tout le monde se rue vers ce domaine. Aussi, faut-il rester en permanence très compétitif.

La concurrence du courtage non for-

mel (« mpanera ») porte également préjudice aux activités du secteur. Et il ne faut pas confondre une agence immobilière qui intervient principalement dans le courtage avec une société immobilière qui propose une plus large gamme de produits.

A noter que beaucoup d'entreprises auraient arrêté la promotion immobilière en raison de la hausse des prix des matériaux de construction.

Ranaivo Lala Honoré

Conseils pratiques pour éviter les arnaques

Dans les transactions immobilières, le client s'expose parfois aux d'arnaques. Concernant la construction proprement dite, les acteurs du secteur recommandent de s'en tenir au contrat initial, donc à ce qui y est stipulé, effectuer des vérifications (visites) pour constater si les travaux réalisés correspondent effectivement aux données techniques convenues.

Pour les ventes immobilières, c'est un peu plus compliqué. Il faut tout

savoir sur la situation du terrain, notamment s'il est réellement la propriété du vendeur et s'il est bien inscrit, enregistré au niveau des domaines. Le Certificat de Situation Juridique (CSJ) devrait fixer l'acheteur à ce sujet. C'est au niveau des délais auprès des services des domaines que les gens se plaignent surtout. Quand on achète un terrain, il importe avant tout de vérifier si le Certificat de Situation Juridique (CSJ) date de moins de 3 mois. Le

titre seul ne suffit pas car il peut être dupliqué.

Après, il faut voir si le terrain est constructible et toujours vérifier cette qualité même dans une zone urbaine, car il se peut que le terrain soit classé en tant que zone agricole. Le cas échéant, on ne pourra pas y construire. Il faudra alors procéder à une demande de permis construire auprès de la commune concernée.

HOMESTORE
by unik

La distinction Homestore by unik

Chez Homestore by unik, nous avons fait le choix de la qualité. Nous ne fabriquons que des produits ultras performants pourvus d'un grand esthétisme.

Portes - Cuisines - Meubles sur mesure personnalisable. Aménagement d'intérieur.

034 29 334 74 - 034 57 984 91 | homestorebyunik@gmail.com

Facebook Instagram LinkedIn YouTube Homestore by unik

Gérard Andriamanohisoa

« Nous avons besoin de quatre nouvelles villes pour pouvoir faire face aux défis de la croissance démographique »

Le secrétaire d'Etat chargé des Nouvelles villes et de l'habitat, **Gérard Andriamanohisoa**, dresse le bilan de l'état d'avancement de la construction de Tanamasoandro, ainsi que des logements sociaux. Interview.

PERSPECTIVES
eco magazine

Quelle est la nécessité d'une nouvelle ville ?

Gérard Andriamanohisoa :

La population d'Antananarivo augmente de manière exponentielle et pourtant, nous n'arrivons pas à suivre les besoins. Si en 2012, nous avons affirmé que 70% des zones d'habitation à Antananarivo étaient précaires, actuellement, ce chiffre a énormément augmenté. La croissance démographique est difficilement contrôlable. Nous faisons face à des problèmes d'évacuation d'eau, d'inondation et de création de bidonvilles. Cette situation engendre la pauvreté et un coût de facteur de production. Antananarivo est arrivée à un point de non-retour. Et pas seulement Antananarivo.

Dans 10 ans, Toamasina figurera parmi les métropoles comptant plus d'un million d'habitants. Nous sommes coupables si nous ne faisons pas le choix de créer des nouvelles villes. C'est pour cela que le président de la République a souligné que c'est incontournable pour permettre le développement du pays.

Pourquoi le choix d'Imerintsiatosika ?

Nous avons le choix entre quatre axes inscrits dans le plan d'aménagement urbain de la ville d'Antananarivo. La partie Nord qui comprend Anosy Avaratra et Sabotsy Namehana, l'Est incluant Ambohimambola et les environs du By-Pass, ainsi que le Sud dont Bongatsara. La ville d'Antananarivo est prévue s'étendre sur l'un de ces quatre axes. On a décidé d'implanter la nouvelle ville à Imerintsiatosika. Cette partie est dotée de la meilleure connexion satellitaire dans la région océan Indien. L'Etat y dispose aussi de 400.000 ha de terrains. C'est vaste et peut être facilement exploité.

Les déplacements vers une cité administrative à Imerintsiatosika ne seront-ils pas compliqués ?

C'est l'administration centrale qui sera délocalisée à Imerintsiatosika. En l'occurrence les bureaux administratifs, dont Anosy, Ampandrianomby, Antaninarenina jusqu'à Ivato. Ils seront regroupés en un seul endroit, afin d'éviter les allers retours. Com-

ment s'y déplacer ? Nous l'avons déjà pensé quand on a dessiné la nouvelle ville. Tout a été calculé, de sorte à ce que toutes les routes à Antananarivo aient accès à la nouvelle ville. Ceux qui se trouvent dans le Nord peuvent emprunter la rocade Iarivo et le Sud, By-Pass. Les trains urbains et le téléphérique seront également interconnectés par la suite. Le temps que vous dépensez pour partir de Tana à Tanamasoandro sera moindre que le temps que vous passez dans les embouteillages, à l'intérieur de la capitale.

Où en est l'avancement de Tanamasoandro ?

Actuellement, nous avons atteint une maîtrise foncière. Nous avons payé les indemnités des propriétaires privés. Nous entrons ensuite dans la phase de paiement d'une vingtaine de propriétaires concernés par les mesures d'expropriation, et sommes également en train de mettre en place un plan de soutien pour certains habitants touchés par l'expropriation, afin qu'ils puissent créer de nouvelles sources de revenus. Nous avons aussi

réalisé l'année dernière les autoroutes qui forment Tanamasoandro, l'avenue principale, ainsi que la construction des routes permettant la circulation à l'intérieur de la nouvelle ville.

Nous allons maintenant entrer dans la mise en place du système d'approvisionnement en eau, ainsi que l'installation de l'électricité, dont les travaux sont prévus être soutenus financièrement par la Banque africaine de développement (BAD). Le plus grand avancé notifié est la mise en œuvre des signatures effectuées à Ivato lors de la présentation du Plan émergence Madagascar (PEM). Il y a Paddy Group par exemple, qui va nous aider dans le financement de la réalisation du projet Tanamasoandro. Nous prévoyons en parallèle la création d'une société similaire à Seimad, que nous proposerons bientôt en Conseil des ministres, afin de financer également la réalisation de Tanamasoandro.

Quels sont les chantiers à venir ?

Effectivement, il y a aussi quelques chantiers qui vont débiter cette année. Le SENVH dispose déjà d'un budget qui permettra de réaliser le réseau qui conduit le gaz, l'électricité et l'eau ainsi que les fibres optiques. Ce sont les projets les plus urgents actuellement. Nous prévoyons également la construction des routes, ainsi que le début de construction des bâtiments. Dans le cadre de la collaboration avec le ministère de la Santé publique par exemple, nous allons débiter la construction de l'hôpital de référence qui permettra aux citoyens malagasy de suivre des traitements sur place, sans avoir à se déplacer à l'étranger. Comment mesurer ces travaux en un an, deux ans, cinq ans. Où en sommes-nous ? Ce que je peux dire, c'est que quand la base est bien fixée, tout peut se faire ensuite de manière transparente et à vitesse accélérée.

Comment garantir la durabilité et la bonne gestion de la nouvelle ville ?

La nouvelle ville sera un modèle de mode de vie urbain exemplaire. Ce sont les problèmes à Antananarivo qui ont été transformés en tant que

Nous sommes coupables si nous ne faisons pas le choix de créer de nouvelles villes.

solutions à Tanamasoandro. On peut garantir aux investisseurs et aux habitants que Tanamasoandro sera une ville sans désordre, sans bidonville et sans embouteillages, mais permettra d'ailleurs de générer des richesses économiques pour faire développer Antananarivo.

Sur un autre plan, pourquoi faisons-nous face à de sempiternels problèmes en termes de logements sociaux à Madagascar ?

Les statistiques ont démontré que le besoin en termes de logements sociaux est estimé à 700.000 dans la capitale et de 1.700.000 dans tout Madagascar. Donc, par rapport à nos objectifs, je dirai que les 40.000 logements sont loin d'être suffisants. Qu'est-ce qui fait que les problèmes perdurent en matière de logements sociaux ? C'est simple, nous n'avons plus de réserves foncières. Nous sommes ainsi obligés de procéder à des expropriations pour pouvoir créer des logements sociaux. Le deuxième problème, c'est que les Malgaches n'ont pas le pouvoir d'achat suffisant pour acquérir des logements. Le troisième problème réside dans le manque de financement en matière de création de logements. La banque n'accorde de crédit bancaire qu'à ceux qui sont déjà propriétaires et le taux du crédit immobilier est exorbitant, soit de 10% minimum. C'est-à-dire que si j'achète un terrain aujourd'hui et que je dois payer les crédits en 20 ans, le prix du terrain reviendra deux fois plus cher que son prix initial.

Comment sont répartis les 40.000 logements ?

Notre stratégie est de créer des services qui correspondent aux besoins de la population. Nous avons instauré premièrement ce qu'on appelle les « immeubles mora », qui se présentent sous forme de buildings comme ceux d'Ivato. Ils seront dédiés à une grande partie de la population dont des cadres, qui louent des appartements allant de 100.000 à 1.200.000 ariary par mois. A ces personnes, nous donnons la possibilité, surtout s'ils sont jeunes, d'acquérir un logement et de le payer en 15 ans.

La deuxième catégorie est dédiée à une partie de la population qui loue des appartements aux environs de 120.000 ariary jusqu'à 300.000 ariary. Ils sont nombreux et peuvent être des fonctionnaires, des employés au sein d'entreprises privées ou des particuliers non rattachés à une entreprise mais qui disposent d'un revenu leur permettant de payer ce loyer. Pour ces personnes, nous avons créé ce que l'on appelle les « logements mora », comme ceux des 67 ha, qui disposent de 60 à 70 m² d'habitation. Il en existe déjà 780 partout à Madagascar, dont 320 à Imerintsiatosika, 80 à Antsiranana, 80 à Nosy Be, 80 à Toamasina, 80 à Morondava, 40 à Antsirabe, 30 à Majunga, 40 à Toamasina, etc. Pour les personnes qui gagnent le SMIG et qui peuvent payer jusqu'à 100.000 ariary de loyer mensuel, nous allons créer ce qu'on appelle des logements extensibles, c'est-à-dire une habitation comprenant une pièce, avec salle de bain, toilettes, et cuisine ainsi qu'un terrain à viabiliser. Pour ceux qui n'ont pas de compte bancaire, comme les paysans en province, l'Etat prévoit un programme d'auto-construction. Tandis que pour les habitants des zones côtières, qui voient leurs habitations détruites à chaque cyclone, l'Etat a mis en place un programme de création de cases traditionnelles améliorées. Nous prévoyons d'atteindre un objectif de 1.500 cases cette année. Il y en a à Manakara et Mananjary ainsi que dans d'autres villes.



Fleuve vert: 6 km
Parcs & Loisirs: 71 Ha
Cité culturelle: 8 Ha
Zones de commerces et services: 28.7 Ha
Quartier d'affaires: 7 Ha
Infrastructures sportives: 28 Ha

Ce sont ces cinq catégories qui forment les 40.000 logements.

Le nombre d'inscriptions a toujours dépassé celui des logements proposés. Comment répondre à ces demandes ?

Plus de 3.000 personnes dans la capitale se sont inscrites pour bénéficier de ces logements sociaux à Antananarivo et à Toamasina. C'est une preuve de la confiance que la population accorde à l'Etat, et qui nous encourage à avancer plus vite, car si nous créons des logements alors qu'il n'y a pas de bénéficiaires, cela ne servirait à rien. Ensuite, nous cherchons actuellement des partenaires pour

pouvoir étendre ces logements, car ce n'est pas la mission de l'Etat seul de créer des logements, mais celle de l'Etat et du secteur privé. L'Etat devrait faire office de facilitateur.

Quels sont les actuels défis du SENVH ?

Nous faisons tous les efforts possibles afin de trouver les meilleures stratégies pour répondre aux besoins des malagasy en termes de logements. L'Etat a prévu de créer une nouvelle ville non seulement à Antananarivo, mais dans chaque chef-lieu de province à Madagascar. Il nous faut au moins quatre nouvelles villes

pour pouvoir faire face à la croissance démographique. Nous prévoyons d'en créer à Antsiranana, Toamasina, à Fianarantsoa et à Toliara.

Nous ne pouvons pas les réaliser en un an ou en cinq ans. Mais le crime serait de ne pas considérer les efforts à long terme. On vient de commencer et on mesurera les objectifs au fur et à mesure. Le but est que les futures générations de dirigeants puissent être reconnaissantes de l'existence de ces infrastructures.

Zara Nambi



EUROOP ALU
INNOVATION CONTINUE

18 ans
de **savoir-faire**



ANDRAHARO : +261 34 02 11 786

www.europ-alu.com



Nous prônons l'efficacité énergétique



Suite au boom de l'énergie solaire, de nombreuses sociétés se sont spécialisées dans le domaine. Solarma figure parmi celles-ci. Edivan Uggeri, directeur technique, évoque tout ce que peut proposer ce type d'entreprise.

PERSPECTIVES
eco magazine

En quelques mots, pouvez-vous nous présenter Solarma ?

Edivan Uggeri :

Nous sommes là depuis 2019. C'est une société, un bureau d'études, mais qui ne fait pas que vendre. Nous conseillons, installons et accompagnons également le client. Solarma fait du sur-mesure car nous prônons surtout l'efficacité énergétique. Conformément à ce concept, chaque énergie compte et ne doit pas être gaspillée. Il faut toujours penser au moyen le plus efficace pour que la production soit totalement consommée.

Vous vous êtes spécialisés dans l'énergie solaire. Quels en sont les avantages ?

L'avantage principal du solaire est que son coût est fixe une fois qu'il est acheté. C'est au même prix pendant 20 à 25 ans, la durée de vie moyenne du système. Il faut distinguer ceux qui vendent seulement des kits genre quincaillerie, et les entreprises spécialisées qui sont en mesure d'accompagner le client de A jusqu'à Z selon ses besoins. C'est pourquoi nous faisons des installations aux normes pour assurer cette durée de vie.

Combien coûte une installation dans les normes ?

En ce qui concerne le prix, tout dépend de la taille de l'équipement. Certains clients trouvent qu'on est un peu cher mais, en fin de compte, ils sont gagnants sur la longévité. On retrouve sur le marché des kits qui ne coûtent pas cher mais qui

n'offrent aucune garantie. Pareillement, il y a beaucoup d'installations faites avec des produits de bas de gamme mais la vente de matériels de mauvaise qualité porte préjudice au marché du solaire. Après une mauvaise expérience, les utilisateurs ne font plus confiance au solaire.

Qu'est-ce qui vous différencie des autres sociétés ?

Ce qui nous caractérise c'est que nous utilisons des produits vraiment fiables pour éviter les problèmes. Ensuite c'est l'accompagnement sur l'installation, c'est-à-dire qu'on va conseiller les gens sur l'installation dont ils ont besoin, donc la puissance, comment ils l'utilisent et après il y a le suivi à distance. Il ne s'agit pas seulement du produit, mais également de tout ce qui est protection de l'installation.

A quel type de clientèle vous adressez-vous ?

Aujourd'hui nous sommes sur le marché industriel mais aussi sur le marché grand public. On accompagne justement les sociétés, les industries sur leurs besoins énergétiques en système solaire. Mais au-delà de ça, on peut fournir au grand public des kits adaptés à leur consommation domestique. On peut avoir toute la puissance voulue et nécessaire, cela va des besoins de très petites installations domestiques à une puissance industrielle en méga watt. Toutes ces offres sont accessibles aujourd'hui parce que nous pouvons le faire.

Propos recueillis par
Ranaivo Lala Honoré



Faciliter l'accès à l'énergie solaire Pour aider la Jirama

Dans le monde, le secteur de l'énergie et plus précisément l'énergie verte est plus que jamais au cœur des débats de la société. A Madagascar principalement, la demande est énorme, mais la Jirama ne peut pas répondre aux besoins des consommateurs. L'énergie solaire représente une alternative de choix.

La compagnie nationale d'eau et d'électricité n'est pas encore en mesure d'offrir une énergie de qualité et en approvisionnement continu, alors que le prix des équipements de production d'énergie solaire baisse au fil des ans. La technologie est donc plus abordable. D'autant qu'à Madagascar, le climat semble plus que favorable pour exploiter l'énergie solaire, avec une volonté déclarée de l'Etat de promouvoir les énergies renouvelables. Et si les usagers ne pouvaient pas

produire leur propre électricité auparavant, ce n'est plus le cas aujourd'hui car c'est aujourd'hui possible.

A l'heure actuelle, le système et les offres disponibles permettent de coupler sa propre énergie avec celle de la Jirama, ou même d'en être totalement indépendant. Il y a donc cette idée d'autoproduction qui explique le boom de l'énergie solaire à Madagascar.

Malgré tout, la législation actuelle ne

facilite pas l'accès à cette autoproduction, les opérateurs n'étant pas réellement aidés au niveau de la fiscalité, jugée non cohérente. Et pour cause, en matière d'importation, seule une petite partie seulement du dispositif d'installation solaire est exonérée de droits de douanes, uniquement les panneaux solaires et un certain type de batterie. Alors que pour qu'un système marche, ce ne sont pas seulement les panneaux et batteries, mais aussi d'autres plusieurs composants.

Pas uniquement les grands projets

Actuellement, on parle surtout de grands projets en mégawatts. S'il n'y a rien à redire sur la puissance qui sera fournie, encore faut-il noter que leur mise en place est compliquée et surtout longue : négociations, contrat, construction, acheminement vers les utilisateurs finaux... Entre autres, il

faut trouver le terrain qui est bien souvent éloigné. Donc, il faut monter toute un réseau pour transporter l'électricité, par exemple d'Ambatolampy à Antananarivo).

Dans ce contexte, les petits opérateurs en production d'énergie solaire peuvent aider à

l'amélioration de la production énergétique d'une façon générale.

Avec une installation sur une toiture ou des hangars qui sont déjà en ville, l'emplacement est déjà disponible, la ligne de transmission est aussi disponible en ville.... Il faut juste poser les panneaux.

Réduire la fracture énergétique

Un panneau génère souvent un surplus d'énergie qui n'est pas consommé. De l'énergie perdue car elle ne peut être injectée dans le réseau de la Jirama, cette opération n'étant pas encore autorisée.

Il s'agit en quelque sorte une fracture énergétique qui pourrait être atténuée par une collaboration plus étroite avec les petits opérateurs en énergie solaire. C'est ainsi qu'au Brésil, la quantité d'énergie solaire produite est multipliée par 3 chaque année,

car le surplus de production des industriels et des particuliers est injecté dans le réseau. Le coût moyen du kilowattheure (kwh) de l'énergie solaire est de 200 ariary contrairement à celui de la Jirama qui, aujourd'hui, tourne autour des 750 ariary. Ainsi, celle-ci pourrait acheter à 400 ariary le kwh de surplus aux opérateurs, pour le revendre à ses abonnés avec encore de la marge.

En termes de moyenne d'installation, ces

équipements peuvent produire entre 100 et 400 kva, et s'installer en 1 mois. Et en additionnant les petites installations, on peut atteindre facilement le mégawatt. Davantage de collaboration entre toutes les parties prenantes serait donc autrement plus bénéfique pour l'Etat, la Jirama, les consommateurs, mais également les opérateurs.

Ranaivo Lala Honoré

Telma
MiBalik

MAMIRATRA NY HOAVIKO !



HOME 600



Acompte de
400 000 Ar TTC*
Prix en CASH : 1 999 000 Ar TTC

#111*1*5*3*1#

Information : appeler le 806

Urbanisme et habitat


Antananarivo, une capitale qui suffoque

**Sandrina Randriamananjara
Andriamanjato,**

Directeur de l'urbanisme auprès de la Commune urbaine d'Antananarivo, évoque les problématiques liées à la croissance démographique, l'habitat et l'urbanisme dans la capitale.



Pourquoi dit-on qu'Antananarivo est surpeuplée ?

 **Sandrina Randriamananjara :**
La ville d'Antananarivo a été pensée et construite dans les années 1950 et 1960 pour accueillir 400.000 habitants. Aujourd'hui pourtant, on est en 2023, on parle de 2.500.000 habitants uniquement dans la Commune urbaine d'Antananarivo (CUA). Les infrastructures actuelles ne sont donc pas destinées à accueillir autant de personnes et n'ont pas été préparées à cela. A titre d'exemple, on a les cités d'Ampefiloha et des 67ha, qui ont été conçus pour des lotissements précisés pour des familles de parents avec enfants. Aujourd'hui, aux 67ha par exemple, à la place d'une maison pour une famille de six personnes maximum, on a des bâtisses qui accueillent plus d'une vingtaine de personnes et pourtant ni les systèmes d'évacuations, ni d'adduction d'eau ni la voirie ne sont faites pour accueillir autant d'habitants, générés par la densité de la

population qui s'y est déplacée. petites installations domestiques à une puissance industrielle en méga watt. Toutes ces offres sont accessibles aujourd'hui parce que nous pouvons le faire.

Comment répondre aux besoins de la population face à cette explosion démographique ?

Les investissements dans les infrastructures publiques doivent être faits au fil des années, petit à petit. Chaque année, chaque mois, chaque jour, on construit tous la ville. Là où justement l'histoire du développement de la ville n'a pas suivi cette attraction qu'Antananarivo a, c'est qu'aujourd'hui, la population croît exponentiellement, et que notre capacité d'investissement dans les infrastructures publiques ne suit pas justement cette tangente. Si l'on veut que la ville soit au niveau, il faudrait une impulsion d'investissement supérieure à notre croissance démographique pour retrouver

un quota d'accès aux services publics équivalent à la densité de la population existante.

Quelle est l'ampleur des constructions illicites dans la ville d'Antananarivo actuellement ?

Aujourd'hui, notre challenge est de travailler avec l'existant. Concrètement, suivant les études qui ont été faites sur le plan d'urbanisme qui date de 2019, plus de 70% de la ville a été construite sans autorisation. Il faut aussi noter que les constructions illicites sont principalement à destination d'habitat, donc de logement. Et cela rejoint justement plusieurs études où il a été pointé qu'à Antananarivo, il y a un besoin de 100.000 logements par an, mais que la capacité à produire des logements dans le secteur formel était moindre par rapport à ce besoin. C'est le secteur informel, à travers les constructions illicites, qui allait répondre à cette demande et pas forcément en suivant toutes les

règles. Beaucoup se sont installés partout là où il ne faut pas, et surtout sur les zones inconstructibles.

Comment expliquer cette situation ?

Le cas des constructions illicites est vraiment problématique à Antananarivo, et peut-être dans d'autres villes. Il faut d'abord partir du cadre légal. Notre cadrage légal a été réajusté seulement en 2015, donc la loi sur l'urbanisme et l'habitat n'a été conçue que cette année-là. Avant s'appliquaient des lois qui dataient de 1963 et qui n'étaient pas adaptées au développement des villes qui, partant, s'est fait spontanément. Avant de délivrer une autorisation, l'autorité

doit disposer d'un outil pour savoir si cet endroit ou ce projet est viable ou pas : le plan d'urbanisme. Celui d'Antananarivo a énormément évolué et il fut un temps où nous avons eu un vide juridique parce qu'il n'a pas été mis à jour. Il fut également un temps où les autorités ne l'appliquaient pas forcément, une défaillance au niveau de la gestion et de la maîtrise urbaines.

Comment la CUA gère-t-elle la ville face à ces difficultés ?

La gestion de la ville est complexe et multidimensionnel. Etant donné que c'est une capitale, on a affaire à un grand nombre d'acteurs qui ont leurs propres intérêts, et

leurs propres outils de développement. Rien qu'en parlant des autorités publiques, il y a plusieurs ministères qui ont leurs projets, la commune, mais aussi tous les autres niveaux de décentralisation et de déconcentration qui sont concernés. Tous ces acteurs doivent être coordonnés et intervenir en même temps sur la ville. Il s'agit d'un challenge permanent, c'est-à-dire un travail de communication entre les entités qui est à faire et qui doit être maintenue sans discontinuer pour pouvoir se compléter puisque la tâche est énorme sur Antananarivo. Tout le monde doit se compléter.

Quelles perspectives d'avenir pour Antananarivo ?

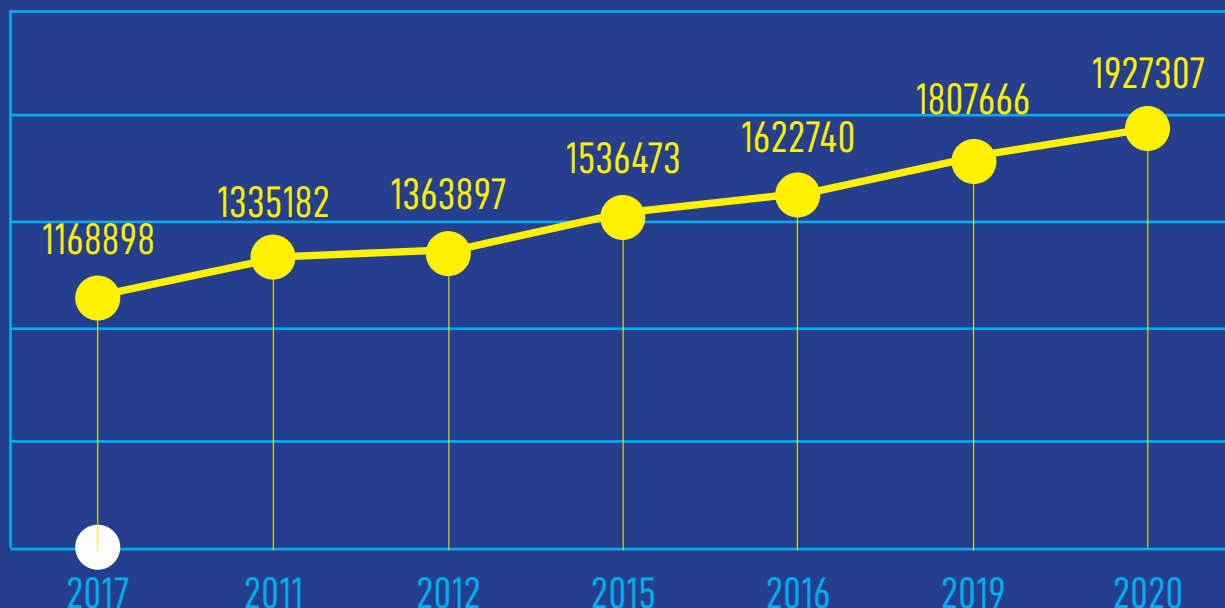
Tout acte quel que soit sa dimension, est important pour la ville. Il faut savoir que rien n'est immuable, que tout peut s'améliorer, tout peut empirer, c'est dans les deux sens. Rien que le fait de payer nos impôts, pour contribuer aux investissements publics, fait partie des actes qui peuvent apporter des changements conséquents dans la ville.

Tous les jours, on construit notre avenir et tous les jours on construit notre ville. Chaque jour on la dessine. Si chaque jour on agit dans le bon sens, demain on aura de meilleures perspectives. Dans le cas contraire, il ne faut pas s'étonner du résultat.

NOMBRE DE DEMANDES PERMIS DE CONSTRUIRE DE LA COMMUNE URBAINE D'ANTANANARIVO		
Année	Nombre annuel	Nombre mensuel
2020	248	17
2021	385	45
2022	379	40
NOMBRE DE PERMIS DE CONSTRUIRE DÉLIVRÉS DANS LA COMMUNE URBAINE D'ANTANANARIVO		
Année	Nombre	
2020	46	
2021	302	
2022	264	

Croissance démographique dans la CUA

[Source : Direction de l'Urbanisme - CUA]



Urbanisme

Nécessité d'une prise de conscience communautaire

A Antananarivo, la plupart des logements illicites sont bâtis sur des zones inconstructibles, ce qui rend difficile la gestion de la ville.

« Il existe deux types de zones inconstructibles à Antananarivo : les zones inconstructibles sur les pentes raides des collines, à risques d'éboulements, et celles situées au niveau des zones inondables, destinées justement à recueillir l'eau d'Antananarivo en période de crues. Si les gens continuent à construire dessus, il est normal que le reste de la ville soit inondée puisque nos bassins tampons sont envahis par des constructions », déplore Sandrina Randriamananjara Andriamanjato, directeur de l'Urbanisme auprès de la Commune urbaine d'Antananarivo (CUA).

La plupart de ces habitations ne sont pas non plus dotées de systèmes d'évacuation. Les ménages vont jeter leurs déchets ménagers et fécaux directement dans les canaux. Résultat, 300 kilomètres de réseaux d'évacuation sont à curer chaque année en période de pluies, ce qui augmente les charges de la CUA. Avec le temps, ce seront ensuite les 217.000 kilomètres de routes qui vont être détruites au fur et à

mesure, dégradant au fur et à mesure la qualité de la circulation. Tana ploie sous le poids des embouteillages et de l'insalubrité.

Mais pour résoudre ces problèmes, les mesures drastiques comme la démolition des habitations implantées sur les canaux d'évacuation, ne suffisent pas car elles ne peuvent durer sans la collaboration de la population. Un travail de conscientisation est donc de mise pour permettre à la population de prendre conscience de sa part de responsabilité dans la construction de la ville. C'est l'un des principaux challenges de la municipalité. « La ville se construit toute seule, avec ou sans l'intervention publique », explique Sandrina Randriamananjara Andriamanjato.

Ce changement de mentalité commence à petite échelle, à en croire Bodosoa Razafimandimby, directeur des Bâtiments et des travaux publics auprès de la CUA. « Les habitants de Besarety ont commencé à prendre conscience de l'impact de leurs actions sur l'hygiène du quartier. Bien que le quartier soit encore inondé en saison des pluies, le niveau des eaux n'est plus le même qu'auparavant et elles s'évacuent plus rapidement », constate-t-elle. En outre,

dans d'autres fokontany comme les 67ha, elle témoigne de la volonté de la population à prendre part à l'amélioration de la ville. « Des particuliers proposent parfois de financer les travaux de construction », se réjouit-elle. Par contre dans certains quartiers, le combat est encore loin d'être gagné. Le paiement des impôts constitue également un autre challenge auquel fait face la municipalité d'Antananarivo. L'augmentation de l'Impôt foncier sur les propriétés bâties (IFPB), il y a quelques mois, a notamment fait parler. « Ce réajustement a surpris étant donné qu'il n'a pas été fait progressivement au fil des années. Et c'est cette prise de conscience via les chiffres qui a été affichée individuellement pour chaque foyer », explique encore le directeur de l'Urbanisme. « Mais on n'est pas juste habitant de la ville, on fait aussi partie de la ville », poursuit-elle. Elle espère qu'il y aura une grande prise de conscience par rapport aux besoins de la ville que ces financements permettront ainsi de faire fonctionner, en l'occurrence à travers les travaux d'entretiens quotidiens, les charges de fonctionnement ainsi que tout ce qui est soutien à la population en général.

Mouvements de populations

Une politique de migration pour mieux gouverner la ville

Antananarivo fait partie des principales zones de migration interne à Madagascar. Selon le troisième Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH-3) publié en 2021, les migrants représentent 34,3% de la population dans la capitale. Un peu moins comparé à Toamasina et Mahajanga où les migrants représentent plus de 40% de la population. Cette situation vient du fait de l'emplacement géographique d'Antananarivo qui est un atout naturel. En effet, à la différence d'autres villes, la capitale bénéficie d'investissements importants et offre plus de services de santé, d'éducation et de soin.

La migration peut être obligatoire et temporaire, pour des raisons administratives. Mais, dans tous les cas, le migrant ne vient pas les mains vides dans la capitale. « Quand on migre vers un lieu donné, on vient avec nos bagages et notre identité, mais on s'implante aussi dans un endroit qui a déjà son identité, un mode de

vie qui doit être respecté », explique Sandrina Randriamananjara Andriamanjato. C'est l'une des principales raisons pour laquelle la CUA a élaboré avec l'appui de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), une politique de migration de la ville. Cette politique comporte plusieurs volets, dont la principale consiste en la question de la citoyenneté.

Toujours dans le cadre de cette collaboration, une application a également été lancée en 2020. Baptisée « Tongasoa eto larivo », elle est censée être une version numérique du « Bokim-bahiny », une sorte de carnet de renseignements permettant d'opérer un suivi des migrants.

Toutes ces initiatives ont pour objectif de sauvegarder les valeurs de la ville, malgré les mouvements qui peuvent s'opérer à l'intérieur. « Nous ne sommes pas censés venir dans la capitale pour la dégrader mais, au contraire, pour l'améliorer et s'améliorer en même temps. Le but

étant de créer des échanges entre les migrants et la ville », explique encore le directeur de l'Urbanisme.

Réalisé par
Zara Nambi



Commune urbaine d'Antananarivo

Superficie : 86,46km²

Nombre d'habitants : 1.927.307

Densité démographique (Nombre d'habitants au Km²) : 22.240 (Année 2020)



LABORATOIRE GÉOTECHNIQUE DE L'Océan INDIEN

LABORATOIRE GÉOTECHNIQUE AGRÉÉ
BUREAU D'ÉTUDES GÉOTECHNIQUE ET GÉOLOGIQUE

NOS ZONES D'INTERVENTIONS :

- Madagascar
- L' Océan Indien
- L' Afrique

NOS ACTIVITÉS :

- Essai de Laboratoire : sur Sol, Roche, Matériaux et Produits de Construction
- Essai in Situ : SPT, CPT, Pressiométrie, Pénétrométrie
- Etude Géophysique de Surface Electrique et Sismique
- Forage Off Shore, On Shore, Destructif, Non Destructif jusqu' à plus de 300 m
- Contrôle et Suivi des Travaux

NOS CLIENTS :

Ambatovy Minerals, Eiffage, Tozzi Green S.P.A., Logistique Pétrolière SA, Ekium, Fondasol, Egis Inframad, Autorité Routière de Madagascar, Colas Madagascar, Vivo Energy, Sogéa, Bureau d' Etudes JARY, Promotion & Gestion Immobilière Firstimmo, Compagnie Générale d'Hydroélectricité de Volobe (CGHV).

www.lageotec.com Lot H 73 Bis Ambohidratrimo - Antananarivo 105, Madagascar +261 (0)34 05 174 72 +261 (0)32 05 174 71 contact@lageotec.com

Des solutions optimales pour tous besoins en forages



- Forage d'eau
- Fondations profondes bâtiments et génie civil
- Traitement et renforcement de sol
- Stabilisation de talus meubles ou rocheux
- Exploration minière
- Exploration carrière

Techniques et Travaux de Forage,
Solide présence sur le marché malagasy
depuis 5 ans.

Des équipements de forage performants pour réaliser vos projets



- 2 ateliers de pieux
- 2 ateliers de micropieux / ancrage
- 1 atelier de Vibrofonçage
- 3 ateliers de forage d'eau
- 5 ateliers d'exploration minière



Propriété Arosoa Andranotapahana Talatamaty - 105 Antananarivo



+ 261 32 03 384 06



contact@tetrafor.com

Cyclones

Freddy

creuse encore le déficit en logements

Chaque année, la Grande île essuie le passage des cyclones qui semblent de plus en plus fréquents et violents. A l'image de Freddy qui a une fois de plus pesé de tout son poids, en causant entre autres des dégâts considérables sur l'habitat

Freddy s'annonçait dévastateur. A l'atterrissage, il faisait montre d'un peu moins de puissance mais n'en a pas été moins destructeur, notamment au niveau des habitations. Le cyclone tropical s'est abattu sur Mananjary le 21 février au soir avec des vents moyens de 130km/h et des rafales de 180km/h près du centre. Après

avoir traversé plusieurs régions, il est ressorti en mer au stade de dépression le lendemain dans l'après-midi, affaibli mais non sans avoir laissé de profondes séquelles là où il est passé ou influé. Plus précisément dans les régions Vatovavy, Fitovinany, Atsimo Atsinanana, Atsinanana, Matsiatra Ambony, Amoron'i Mania et Menabe.

Hormis le bilan humain, c'est-à-dire les décès et les sinistrés qui se comptent en centaines de milliers, ainsi que les dégâts recensés au niveau des infrastructures publiques, le Bureau national de gestion des risques et catastrophes (BNGRC) faisait état, le 25 février, de 6.465 maisons inondées et 9.737 complètement détruites.



Retour dévastateur

Ce n'était pourtant pas faute de s'y être préparés. « *Dès que la population avait appris qu'un cyclone d'une certaine intensité menaçait la côte Est, elle a entamé les préparatifs. Quelques jours avant, elle avait notamment commencé à renforcer les toitures en les lestant notamment de pierres ou de sacs de sable, ainsi qu'à couper ou ébrancher les arbres à risques* », rapporte Solofo, habitant de Mananjary. Ceux qui ne vivent pas dans des constructions en dur ou résidant dans des zones à risques d'inondations, ont peu à peu rejoint les sites d'hébergement spécialement mis en place. Pour le seul cas du district de Mananjary, 3.269 personnes, soit 654 ménages, ont été déplacées. Mais Freddy a visiblement la peau dure et, après avoir fait des ravages au Mozambique, la perturbation tropicale a fait son come-back pour passer, le 06 mars, au plus près des côtes Sud-ouest de l'île. Quoiqu'ayant arboré le statut de forte tempête tropicale cette fois, le système n'en a pas moins drainé de fortes précipitations touchant principalement les régions Atsimo Andrefana, Menabe et Androy. Et une fois de plus, des dégâts sur l'habitat : 3.649

cases ou maison inondées, 347 endommagées et 1.008 complètement ravagées, d'après le bilan du 07 mars. D'une manière générale, à chaque saison des pluies, les cyclones frappent la Grande île et semblent redoubler de fréquence et de violence au fil des ans. Rien que ces deux dernières années, la liste n'étant pas exhaustive, les tristement célèbres Batsirai (cyclone tropical intense) et Dumako (tempête tropicale modérée) restent encore dans les mémoires. A eux deux, ils ont frappé 17 régions de Madagascar en fin janvier et début février 2022, faisant plus de 288.000 sinistrés et près de 32.722 maisons ou cases d'habitation endommagées ou détruites. Puis il y a encore eu le cyclone tropical Emnati le même mois de février. Cette année, la saison cyclonique n'est pas encore terminée et le pays a déjà payé de lourds tributs après les passages de Cheneso et Freddy, aggravant notamment le déficit en logements dans les régions touchées.

N.R.



CONCOURS PHOTOS

SUR LES MÉTIERS D'ART

**Concours
ouvert à tous**

Jusqu'au 15 Avril 2023

La photo gagnante sera publiée
dans la prochaine édition
de **PERSPECTIVES**

Inscription et règlement disponible sur
le site www.newsmada.com



infoline : +261 34 25 918 85
+261 34 02 420 22
publicite.um@gmail.com

BRILLEZ AU VOLANT DU LANDTREK **RUBIS**

Photo non contractuelle



Landtrek

TEST DRIVE au Showroom

*VOIR CONDITIONS AUPRES DU SERVICE COMMERCIAL



Essayez le pick-up aussi bien utilitaire que de loisirs par



Lun. - Ven. de 7h30 à 17h | Sam. de 8h à 12h

Zone ZITAL Ankorondrano - 034 02 073 00 - 22 274 29 / 30 - contact@sodirex.mg

René Rahajason



La maçonnerie pour le meilleur et pour le pire

Si parfois, la maîtrise de l'art de la maçonnerie exige un apprentissage du métier, la plupart des maçons à Madagascar sont des self-made-men. Ils se sont construits eux-mêmes, au gré de la vie, par choix ou par nécessité. A la rencontre de René Rahajason, un maçon dans l'âme.

René Rahajason a 60 ans et pratique le métier de maçon depuis 40 ans. Ce sexagénaire est à la fois un intellectuel et un manuel. Il est tout autant capable de créer un plan d'exécution d'ouvrage que de réaliser les fondations, monter les murs ou poser des dalles. Et pourtant, il n'a pas fréquenté les bancs de l'école longtemps. Comment est-t-il donc parvenu à maîtriser une discipline qui exige autant de précision et d'adresse ? Selon lui, cela ne s'explique pas. « *Je pense que c'est juste un don* », répond-il calmement. « *J'ai rêvé de devenir maçon depuis mon enfance, en regardant mon père travailler. Je l'ai perdu à l'âge de six ans, mais ce rêve est resté ancré en moi* », raconte-t-il.

Toute sa jeunesse, il va ainsi apprendre le métier sur le tas, tout comme la plupart de ses pairs. C'est à 20 ans qu'il décide d'intégrer une école de maçonnerie, mais comme la dextérité lui était innée, le plus dur pour lui n'était pas la réalisation des ouvrages, mais plutôt l'élaboration d'un plan de construction. « *Cela m'a pris six mois* », se souvient-il.

Bâtir une réputation

Actuellement, René travaille sur un chantier de rénovation à Manjakaray, avec une équipe de trois personnes. A l'entendre, c'est un ouvrier sérieux, organisé et soucieux des détails. « Généralement, ce sont les clients qui élaborent les plans. Quand on nous les

livre entre les mains, le chantier devient un jeu d'enfant », explique-t-il. Le métier de la construction étant diversifié, cet homme à tout faire est polyvalent. Il réalise des travaux de réparation électrique, fait de la menuiserie, de la soudure et bricole. Ses mains sont comme des machines, prêtes à réaliser diverses sortes d'ouvrages. Grâce à son savoir-faire, René Rahajason s'est construit un nom dans le métier. Avec ses collègues, il se fait solliciter pour des travaux de construction où ils sont amenés à voyager à travers toute l'île. « *Nous étions à Maintirano, Maevatanàna, Fianarantsoa ou Toamasina pour effectuer des travaux* », relate ce père de famille. A la fin des chantiers, c'est

non sans une certaine fierté qu'il contemple les résultats. « *Parfois en regardant les immeubles que j'ai bâtis, j'ai l'impression que ce n'est pas mon œuvre. Cela me réjouit beaucoup* », témoigne-t-il. D'ailleurs, les ouvriers sont souvent invités à la fête à la fin des travaux, marque de reconnaissance des propriétaires.

La concurrence de la nouvelle génération

Mais ce n'est plus comme avant pour ce maçon passionné qui déplore que les commandes se fassent rares depuis quelques années, à cause de la crise sanitaire liée au Covid-19 mais aussi des nombreux chamboulements économiques internationaux et la hausse des prix du carburant. Généralement, il est payé à environ 1

million d'ariary par mois pour un chantier, mais si auparavant il pouvait dénicher cinq commandes en une année, actuellement, c'est à peine s'il obtient deux contrats, selon ses explications. Fort heureusement, en dehors de la maçonnerie, René gagne sa vie en tant qu'électricien.

En outre, ses collègues et lui sont également confrontés à l'arrivée, sur le marché de l'emploi, de la nouvelle génération. Une génération peu soucieuse, moins passionnée et victime de la dureté de la vie, selon lui. « *Pour un travail de 100.000 ariary, ils sont capables de le faire à 20.000 ariary par souci d'argent. Cela dévalorise pourtant le métier et, en plus, le travail n'est pas bien exécuté* », regrette-t-il.

Néanmoins, cela n'empêche pas ce père de famille de continuer son chemin. Sa passion étant aussi solide que le béton. Il compte d'ailleurs inculquer son savoir-faire à ses six enfants. Tout comme lui, il aurait voulu que tous ses fils héritent de l'art de la maçonnerie, mais il s'est vite rendu compte que chacun poursuit son propre chemin.

« *J'ai essayé d'entraîner plusieurs fois mon fils aîné, mais il quitte le chantier dès que quelque chose le contrarie. Je n'ai pas réussi à lui transmettre cette discipline. Il travaille actuellement en tant que guichetier dans une gare routière dans la capitale* », s'amuse-t-il. En revanche, il semblerait que ses deux autres fils soient partis pour suivre les pas de leur père.



Salle de bain moderne
Cabine de douche
Miroir personnalisé

Immeuble AKADIN Atarobia 020 23 616 80 www.vertec.mg

Vertec
SOLUTION VERRE

- ✓ SERVICE DE SÉCURISATION ET DE GARDIENNAGE
- ✓ EQUIPEMENT DE SECURITÉ
- ✓ ALARME INTRUSION
- ✓ AUDIT

MADASECU



ANTANANARIVO - TOAMASINA - TOLIARA - MAHAJANGA



034 02 920 81/ 82/ 84/ 86



commercial.madasecu@gmail.com/dir.madasecu@gmail.com



WWW.MADASECU.MG

Certaines croyances
mythiques riment
avec persécution.

Vous informer, c'est notre métier



NEWSMADA
INFORMER - DIVERTIR - IMPACTER

PERSPECTIVES - LES NOUVELLES - TARATRA - BOJY - ALLIANCE 92 FM
newsmada.com

Protection de la biodiversité

QMM maintient son engagement dans la protection de la biodiversité pour une « mine durable »



Robison Jemisa

Surintendant de la réhabilitation et de la gestion des Ressources Naturelles au sein du département Santé Sécurité Environnement Santé et Biodiversité depuis 2007 chez QIT Madagascar Minerals

1. La perception de l'engagement environnemental des exploitants miniers par la sphère publique est souvent ambiguë. Pour la compagnie Rio Tinto QMM, comment se traduit cet engagement à l'égard de sa région hôte ?

Fort-Dauphin, notre ville hôte, jouit d'une biodiversité remarquable qui en fait une « zone hotspot », c'est-à-dire une zone prioritaire en matière de protection. Ainsi, dès les phases préliminaires du projet, QMM a été structuré autour de la conservation de la biodiversité. Au-delà de l'exploitation de l'ilménite, les questions de la conservation de la biodiversité et du développement économique local et régional font partie intégrante de notre approche. En effet, Rio Tinto QMM a investi, depuis la moitié des années 90, dans la mise en place d'un vaste programme environnemental. L'objectif principal est d'atténuer au maximum l'impact de l'exploitation minière sur l'environnement et de gérer au mieux la grande diversité faunistique et floristique de Fort-Dauphin. Cette richesse naturelle a d'autant plus d'importance en raison de la forte dépendance des communautés à l'accès à ces ressources naturelles. Nous adoptons ainsi des mesures diversifiées pour réduire la pression sur l'environnement tout en développant des sources de revenus alternatives pour nos communautés.

2. Compte tenu de cet aspect particulier de la région, Rio Tinto QMM a quand même obtenu son permis d'exploitation. Des mesures spécifiques ont-elles été requises en ce sens ?

Il a fallu plus de 20 ans avant que le projet QMM ne se concrétise. Ce temps a été nécessaire pour poser les fondations légales, sociales et environnementales de l'exploitation. Conformément aux lois applicables à Madagascar, Rio Tinto QMM a dû réaliser une étude d'impact socio-environnemental approfondie et plus de 2 200 consultations publiques aux niveaux local, régional, national et international entre 1998 et 2000. Ces étapes étaient une condition sine qua non pour l'obtention de notre permis d'exploitation. Aussi, pour sécuriser ce permis, Rio Tinto QMM doit scrupuleusement respecter le contenu de son cahier des charges baptisé « Plan de Gestion Environnementale du Projet (PGEP) ». La compagnie est également tenue d'appliquer les standards environnementaux E16 et E14 de Rio Tinto relatifs respectivement à la protection de la biodiversité et à la gestion du territoire et de la réhabilitation. C'est-à-dire empêcher, réduire au minimum ou atténuer les effets néfastes de nos activités sur les communautés et l'environnement et y remédier.

3. Concrètement, comment se présente ce « Plan de Gestion Environnementale du Projet (PGEP) » ? propose-t-il des mesures proactives destinées à garantir la pérennité de la biodiversité sur place ?

Un ensemble de mesures d'impacts relatives aux secteurs miniers a été mis en place dans le cadre du PGEP mais celle de la biodiversité repose sur 4 étapes d'atténuation : l'évitement, la minimisation, la restauration écologique et la compensation écologique ou « Offset ».

La première étape a été la mise en place des zones de conservation qui, à l'initiative de QMM, ont été converties en trois nouvelles aires protégées (NAP) d'une superficie totale de 8 595 ha, soit l'équivalent de près de 12 000 terrains de foot. La seconde étape concerne les mesures de minimisation des impacts à travers différentes activités dont la transplantation et la translocation des espèces prioritaires dans un lieu sécurisé ; la mise en place d'un écran végétal. Bien au-delà de ses obligations

légales, QMM entend réhabiliter 75% de la surface minière avant la fermeture du gisement. A ce jour, 782 ha sur 1 500 ha du gisement de Mandena ont déjà été réhabilités, soit 52% de l'objectif fixé. Hors gisement, Rio Tinto QMM a déjà dépassé l'objectif de reboisement fixé à 500 ha avec 700 ha de terrain reboisé soit une réalisation de 140% de l'objectif initial.

4. Les questions de justice environnementale ont renforcé les attentes de la communauté vis-à-vis de la gestion de l'après-mine. Pour Rio Tinto QMM, qu'avez-vous imaginé pour Fort-Dauphin, sa biodiversité et sa population après votre départ ?

En cohérence avec notre vision 'mine durable', nous œuvrons à laisser un héritage pour notre région hôte, bâti de manière indépendante de la mine. Cela comprend une série d'initiatives destinées aux générations actuelles et futures pour tirer profit de la présence de la mine sans pour autant hypothéquer l'avenir. Les aires protégées en sont un bel exemple mais nous investissons également de manière croissante dans des plantations à valeur ajoutée et dans le développement d'une économie circulaire et parallèle. Nous sommes conscients que la gestion efficace de la biodiversité constitue aussi un autre grand défi à la durabilité minière et travaillons de manière continue avec nos communautés et des partenaires de renom dans le domaine de la protection de la biodiversité. Nous cherchons constamment des solutions innovantes à travers l'expérience du groupe auquel nous appartenons mais aussi les bonnes pratiques en la matière.

5. Un dernier message ?

QMM est consciente du privilège mais aussi de la grande responsabilité qu'elle a d'opérer dans une région telle que Fort-Dauphin. Depuis le début de nos opérations, nous n'avons eu de cesse de développer des solutions pour réduire notre empreinte environnementale et allier développement économique et protection de l'environnement. La conjugaison n'est pas toujours simple mais toutes nos initiatives se veulent transparentes et respectueuses des lois nationales et des meilleurs standards internationaux. Nous sommes fiers d'entamer en 2023 un pas important vers la transition énergétique avec l'opérationnalisation de notre centrale solaire et éolienne qui non seulement permettra à nos opérations de fonctionner grâce à une énergie plus propre mais aussi à Fort-Dauphin d'en bénéficier.



Les réalisations de QMM en 2022 pour la biodiversité :

65ha

de plantation d'espèces à croissance rapide

10ha

de restauration écologique

599ha

de plantation hors site

129ha

de réinvestissement

À propos de QIT Madagascar Minerals

QIT Madagascar Minerals (QMM) est une coentreprise entre Rio Tinto (80 %) et le gouvernement de Madagascar (20 %). Elle est située près de Fort-Dauphin, dans la région d'Anosy, au sud-est de Madagascar, et produit principalement de l'ilménite, qui est une source majeure de dioxyde de titane, principalement utilisé comme pigment blanc dans des produits tels que les peintures et le papier. QMM produit également du zircon, utilisé dans la fabrication de tuiles de céramique et certains types d'écrans électroniques, et de la monazite, un élément de terre rare, utilisé dans les technologies d'énergie renouvelable comme les aimants permanents à haute puissance utilisés dans les éoliennes et les véhicules électriques. QMM comprend le port en eau profonde et le Parc d'Ehoala, où la matière première est exploitée à l'usine Fer et Titane de Rio Tinto au Canada et transformée en dioxyde de titane.

Fabrication locale de peintures

Une filière en pleine expansion, freinée par l'importation



Le marché du BTP (Bâtiment et travaux publics) et de la construction est en constante évolution ces dernières années, avec des investissements de taille dans des projets immobiliers, à travers des constructions ou des rénovations. Dans tous les cas, la peinture y est incontournable.

Afin de répondre à la demande nationale, un certain nombre de fabricants de peinture opèrent à Madagascar. Un marché en principe florissant mais quelque peu perturbé par les importations.

« *Les fabricants locaux sont, disons, pénalisés en termes de tarifs par rapport aux importateurs qui, eux, bénéficient de nombreux avantages. Les producteurs égyptiens sont, par exemple, subventionnés par leur gouvernement, tandis que d'autres pays, membres de diverses organisations telles que le Comesa, peuvent faire entrer leurs produits à Madagascar sans payer de taxes. Les fabricants locaux ne bénéficient pas de pareils avantages, sans compter les charges liées aux coûts de production qu'ils doivent supporter* », indique José Andriamboavonjy, directeur commercial

d'Aurlac, un des leaders du secteur de la fabrication de peinture à Madagascar.

D'après les données de la douane, Madagascar importe notamment des peintures et vernis à base de polymères synthétiques ou naturels modifiés, dissous ou dispersés en milieu non aqueux. 2.272,20 tonnes ont été importées sur le territoire en 2019, pour une valeur de 13,31 milliards d'ariary. Une légère tendance baissière a par la suite été constatée pour arriver à 1.655,50 tonne en 2022, soit 19,18 milliards ariary.

Dans la catégorie « peintures et vernis à base de polymères synthétiques ou naturels modifiés dispersés ou dissous en milieu aqueux », 2.590,90 tonnes (16,33 milliards d'ariary) ont été importées en 2022.



Evolution malgré les stéréotypes

De surcroît, « *Les fabricants étrangers produisent en très grande quantité et exportent dans plusieurs pays. Ce n'est pas le cas des fabricants locaux. Nous, nous ne disposons que du marché local et c'est la raison pour laquelle fabriquer sur place revient plus cher* », poursuit José Andriamboavonjy.

Et effectivement, tout ce qui est produit à l'étranger peut être fabriqué localement sans problème, même si, la plupart du temps, les produits « *vita malagasy* » souffrent de stéréotypes du genre « *la qualité n'est pas toujours au rendez-vous* ». Les usines implantées au pays sont dotées d'un laboratoire pour montrer que la fabrication locale n'a rien à envier aux produits importés.

« *Le marché est en constante évolution et cela a vocation à se poursuivre. Le niveau d'exigence du*

client a aussi évolué en termes de couleurs et de qualité », constate le responsable.

Pour le cas d'Aurlac, l'entreprise propose ainsi des types et gammes de produits pouvant rivaliser avec les importations et qui ne sont pas forcément à la portée de tous, mais également des produits adaptés au marché local, ainsi qu'à la portée des CSP jusqu'aux CSP ++. Que ce soit en usage « *extérieur* » ou « *intérieur* », des enduits, vernis, impressions sous couches, des peintures à l'eau, peintures glycéro, peintures pour bois, pour façade et toits, marines, pour sols, des produits époxy, peinture polyuréthane, produits « *techniques* »... sont entre autres directement vendus en usine ou alors auprès de revendeurs et distributeurs.



« *En tant qu'entreprise, nous déployons tous les efforts pour nous aligner aux besoins du marché* », note le directeur commercial d'Aurlac dont 40 à 50% des clients sont des professionnels de la construction ou du BTP, puis des entreprises (utilisateurs pour consommation interne) et bien entendu les particuliers.

Pour la fabrication proprement dite, le processus n'est pas foncièrement

compliqué et c'est la raison pour laquelle les artisans se multiplient dans la filière. Mais les professionnels mettent un point d'honneur à respecter les normes requises.

« *Tout se joue dans la formulation, le contrôle et le choix de la matière première. Nous avons nos cahiers de formulation et tous les produits passent par un contrôle de qualité très méticuleux. Nous sommes très exigeants sur*

la sélection des matières premières utilisées afin de préserver la qualité. Nous avons divers fournisseurs et certains articles sont importés, mais cela ne nous empêche pas de nous fournir localement si la standardisation et le maintien de la qualité du produit est assuré », soutient José Andriamboavonjy.

Tiana Ramanoelina

aurlac
PEINTURES

NIVOSOL II
Revêtement époxy autolissant

Epaisseur 1,5 à 2 mm

Gamme professionnelle de revêtements spéciaux pour vos sols industriels : locaux à usage alimentaire, chambre froide, entrepôts, ateliers mécaniques, magasin de stockage...

aurlac@aurlac.com
aurlac.peintures
Aurlac Peintures

(+261) 32 00 943 30 - (+261) 32 11 318 18
(+261) 32 11 966 24 - (+261) 32 11 318 06



Elodie Maurice



S'imposer dans un métier d'hommes

Depuis maintenant 13 ans, Elodie Maurice est en charge du bureau d'études de la société Cosyma qui est une entreprise générale de construction de seconde œuvre du bâtiment, spécialisée dans la fabrication et pose des menuiseries en aluminium, que ce soit des cloisons de bureau, les façades en verre, divers habillages en panneau ACP ou HPL entre autres, les volets roulants ou encore les rideaux métalliques.

Pour mieux appréhender la branche d'activité dans lequel la responsable évolue, il faut savoir que les activités de l'entreprise s'étendent aussi à la conception, la fabrication ainsi que la pose des menuiseries bois et métallique. Elle réalise des ouvrages classiques et complexes grâce à des matériels perfectionnés, allant des outillages portatifs aux machines électriques et pneumatiques.

On l'aura compris, c'est un métier, avant tout, de prédilection masculine

étant donné que c'est une des filières du bâtiment. Avant d'intégrer la profession, Elodie Maurice a suivi le cursus de la Polytechnique en vue de se professionnaliser dans le secteur du bâtiment qui requiert une technicité non négligeable. « *Je mets chaque jour les acquis de ma formation au service de l'entreprise* », lance-t-elle.

Au quotidien, dans l'exercice de ses fonctions, Elodie est à la tête de collaborateurs majoritairement de sexe masculin. « *Notre société prône l'équité de l'homme-femme et fonctionne dans ce sens. Il va sans dire que ce n'est, de nos jours, pas toujours commun. Pour mener à bien ma mission, j'ai le devoir de maîtriser mon métier du bout des doigts, tout en respectant le rôle de chacun* » explique-t-elle.

Concilier travail et vie de famille Avec empathie et compréhension, Elodie Maurice donne de l'importance à chacun pour son implication. Le lea-

dership raisonné est un élément essentiel quand il s'agit de mener une équipe, selon la responsable du bureau d'études.

Pour ce qui est de sa méthodologie de travail, elle planifie ses livrables et dispatche les tâches à chaque maillon du circuit. Chacun est responsable de son résultat dans la mise en œuvre du projet collectif, tout en respectant la qualité, le délai et la satisfaction. Pour elle, « *L'équation de base, c'est le fait d'apprécier chaque effort fourni et blâmer les manquements !* ».

Mais Elodie est avant tout une mère de famille. Pour conjuguer sa vie personnelle et sa vie professionnelle, il importe, pour elle, de bien définir le temps accordé à sa famille et à son travail. Mais surtout de vivre les deux à fond.

Tiana Ramanoelina



ALUMINIUM & HOME DESIGN

RÊVEZ EN GRAND,
ON S'OCCUPE DU RESTE

NOUVEAU

SHOWROOM

AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR ET MENUISERIES ALUMINIUM

OUVERTURE
08H00 à 17H00

Cosyma Immeuble NIAG (RDC) - 10, Rue Rainizanabololona, Antanimena - Antananarivo 101 - Madagascar
Tél. : +261 34 02 213 50 Mail : dircom.cosyma@gmail.com

hello

Architecte

Le chef d'orchestre des constructions

L'architecture est un métier qui attire de plus en plus de jeunes, en ce qu'il allie notamment artistique et précision.



Le métier d'architecte consiste à concevoir un bâtiment, que ce soit une maison ou des grands bâtiments publics type gymnase, hôpital ou école. La première partie du travail consiste en l'échange avec le client et la mise en dessin du projet. Le deuxième est la partie technique qui est le suivi de chantier, la vérification que le projet se déroule bien conformément aux plans.

Se former au sein d'une école

Pour l'heure, il n'existe pas encore à Madagascar d'école d'architecture accréditée par l'UNESCO et l'Union Internationale des Architectes. L'Ordre des Architectes Malagasy (OAM) envisage bien d'en créer une, mais il s'agit d'un travail de longue haleine.

Ceux qui veulent emprunter cette voie sont donc obligés de partir à l'étranger pour la plupart. La formation en soi suit le système LMD (Licence, Master, Doctorat), et il faut cinq ans d'études pour décrocher le diplôme, ainsi qu'un an supplémentaire pour obtenir l'habilitation à la maîtrise d'œuvre en son nom propre (HMONP). C'est une formation qui permet de

s'orienter vers un parcours professionnel qui permet à son détenteur d'assumer les responsabilités de l'architecte en tant qu'auteur de son projet architectural.

« La formation allie des aptitudes littéraires et scientifiques. Il faut se préparer psychologiquement car ce ne sont pas des études faciles, tant au niveau des coûts que des matériaux utilisés. Il n'en demeure pas moins que c'est un métier très plaisant », partage Serge Andretseho, architecte DPLG.

Le métier est spécifique : l'architecte gère l'espace et pourrait être comparé à un chef d'orchestre qui a le plaisir de travailler

avec plusieurs personnes et intervenants complètement différents, que ce soit des ouvriers de bâtiment, des ingénieurs, des clients, des contrôleurs techniques qui feront en sorte que ce qui a été dessiné pourra voir le jour.

« Cela ne se résume pas au simple fait de croquer un dessin. L'attribution de l'architecte est de venir en aide aux clients pour choisir l'entreprise qui va assurer la construction. Il effectue le suivi des travaux, assure la qualité esthétique et technique, à la différence d'un ingénieur dont l'intervention est ponctuelle. Cela étant, les deux sont complémentaires » poursuit-il.

Exercer le métier à Madagascar



L'inscription à l'Ordre des architectes Malagasy constitue la condition sine qua non pour exercer le métier sur tout le territoire national. En outre, la loi prévoit d'autres conditions : il faut être de nationalité malgache ou étrangère (résident permanent plus de cinq ans à Madagascar, s'il peut se prévaloir de conventions de réciprocité), être titulaire d'un diplôme d'architecte reconnu par l'Etat et jouir de ses droits civiques.

« Ce n'est ni fréquent ni systématique pour les gens de faire appel à un architecte mais on commence à nous solliciter de plus en plus, surtout pour les grands projets. Les particuliers sont encore peu nombreux car ils craignent que cela ne coûte cher », constate Serge Andretseheno. Dans tous les cas, étant donné qu'il s'agit d'une profession libérale, les architectes perçoivent des honoraires.

A noter que pour les constructions de plus de 150 mètres carré, il est obligatoire de faire appel à un architecte. Ce n'est cependant pas le cas pour les travaux

d'aménagements extérieurs et intérieurs, de décoration se rapportant à des vitrines, étalages et petites commerces dont la longueur en façade sur rue n'excède pas 10 mètres, ou encore la réhabilitation en constructions neuves à usage d'habitation ou autres dont la surface cumulée des planchers n'excède pas 150 mètres carrés. A Madagascar, la création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, tout en le protégeant, le respect des paysages naturels et urbains ainsi que du patrimoine sont déclarés d'intérêt public d'après la loi. A travers l'aménagement de l'espace, l'architecte exerce la fonction de « maître d'œuvre ».

Outre le projet architectural, l'architecte peut aussi être amené à participer à l'aménagement et urbanisme, y compris élaboration de plans, au lotissement, à l'élaboration de programme, à la préparation des missions nécessaires à l'exécution des avant-projets et des projets, au consultation des entreprises, à

la préparation des marchés d'entreprises, à la coordination et direction des travaux, à l'assistance aux maîtres d'ouvrages, aux consultances, au conseil et expertise et enfin aux recherches et enseignement.

A l'étranger, des métiers liés à l'architecture comme ceux d'architecte d'intérieur, paysagiste,... commencent à se développer. « Nous sommes tous généralistes. Après, il y a ceux qui se spécialisent par exemple dans l'architecture d'intérieur, qui eux, ne sont pas obligés de mener les études jusqu'à leur terme. Par exemple, il suffit d'avoir un Bac+2 pour le designer d'intérieur et sa prestation sera limitée à l'aménagement d'une salle ou d'un espace », explique Serge Andretseheno.

Concernant les offres de conceptions 3D qui envahissent le marché et pullulent notamment sur les réseaux sociaux, « Cela attire les gens. Mais les normes ne seront pas forcément respectés et cela présente un risque », estime l'architecte.

Tiana Ramanoelina

Souscription d'un contrat d'assurance

Une pratique pas encore courante à Madagascar

Souscrire à une assurance n'est pas encore une pratique ancrée dans les mœurs à Madagascar, d'autant que peu de types d'assurances sont obligatoires.

Dans la société malgache, même si les demandes de souscription à l'assurance habitation ont augmenté ces dernières années, souscrire à une assurance n'est pas encore très courant et la plupart de ceux qui le font sont des expatriés qui louent car l'assurance est obligatoire à l'étranger.

« A Madagascar, seule la responsabilité civile d'assurance automobile est obligatoire d'après le code des assurances en vigueur », fait savoir Chantal Andriantavy, intermédiaire d'assurance.

Dans le cadre du secteur du bâtiment, les constructeurs peuvent pourtant souscrire à une « assurance tous risques chantier » qui couvre l'ensemble des dommages matériels causés à l'ouvrage final ou à l'ouvrage provisoire comme un effondrement, un incendie, des dégâts des eaux, une tempête et des vols de matériaux à compter de leur dépôt sur le chantier. La période de garantie prend effet à partir de la date d'ouverture de chantier jusqu'à la date de réception des travaux.

Une fois les travaux finalisés, les constructeurs peuvent également souscrire à une assurance « responsabilité civile décennale » qui, comme son nom l'indique donc, dure dix ans. C'est une protection des professionnels du bâtiment et de la construction contre les dommages ou sinistres

se produisant après la livraison d'un chantier. Ce sont les grandes entreprises de construction qui souscrivent à ces deux types d'assurance. Il y a également l'assurance « Multirisque professionnelle » qui peut être à la fois souscrite par les constructeurs ou les particuliers et couvre les biens mobiliers et immobiliers d'une entreprise. Elle s'avère particulièrement indispensable car elle garantit les biens et l'activité de l'entreprise.

Pour les particuliers, il est possible de souscrire à l'« Assurance multirisque habitation », un contrat multi garanties qui permet de protéger le patrimoine familial (habitation et mobilier) lorsque l'on est responsable ou victime d'un sinistre. « Il est devenu tendance que le propriétaire exige à ce que son locataire conclue ce type d'assurance. Quand on souscrit à une assurance d'habitation, l'incendie est ce qu'on appelle garantie de base. Après, il y a le bris de glace, les dégâts des eaux dus aux défaillances au niveau de la

tuyauterie par exemple, le vol avec effraction, et les dommages électrique », ajoute Chantal Andriantavy.

Outre les assurances autos et motos, les primes qui seront versées par le souscripteur à la compagnie d'assurances s'effectuent en principe en une seule fois. « Cela reste négociable car tout dépend du budget du client » expose l'intermédiaire d'assurance. « Si jamais il se passait quelque chose et que la prime n'a pas été versée intégralement à la compagnie, on ne pourra pas être indemnisé » poursuit-elle.

L'assurance habitation et la multirisque professionnelle sont les plus prisés sur le marché. « Parfois les gens qui contractent un prêt auprès de banques hypothèquent leur maison et dans ce cas-là, ce sont les banques qui exigent à ce que le bien hypothéqué soit assuré » explique Chantal Andriantavy.

Tiana Ramanoelina

L'assurance est une opération par laquelle une personne (l'assureur) s'engage à réaliser une prestation, dans le cadre d'un contrat d'assurance, au profit d'un autre individu (l'assuré) moyennant le paiement d'une cotisation ou d'une prime qui correspond au coût du risque et aux frais de fonctionnement de l'assureur.

Le « risque » constitue l'objet de l'assurance.

En cas de survenance d'un risque, l'assureur s'oblige à

verser une prestation sous-forme d'argent soit à l'assuré, soit à un tiers, soit au bénéficiaire (dans le cadre d'une assurance-vie).

Une assurance doit être souscrite auprès d'une société qui est habilitée à exercer cette activité. Il peut s'agir d'une compagnie d'assurances ou encore d'une banque. La souscription s'effectue par la signature d'un contrat d'assurance.



SOLARMA
SOLUTIONS EN ÉNERGIE RENOUVELABLE



BUREAU D'ÉTUDES & CONCEPTION DES SYSTÈMES:

Solaire

**HYBRIDE / COUPLÉ RÉSEAU
SITES ISOLÉS / POMPAGE SOLAIRE**

- Vente de matériels
- Ingénierie
- Installation & SAV
- Maintenance

Électricité

**COURANT FORT &
COURANT FAIBLE**

- Installation électrique industriel & bâtiment
- Installation réseau informatique
- Éclairage intérieur & extérieur



hello

L'ÉNERGIE VERTE d'aujourd'hui & de demain

Lot II Ivandry JF bis / (+261) 34 02 402 16 / contact@solarma-madagascar.com

ALIGNEMENT	PERMIS DE CONSTRUIRE	PERMIS DE LOTIR	RÉPARATION
Cette autorisation est obligatoire avant toute demande de : Permis de construire, remblai et/ou déblai, lotissement.	Cette autorisation est obligatoire pour toute demande de construction : <ul style="list-style-type: none"> d'immeuble à usage d'habitation ou commercial, de mur de clôture, de mur de soutènement, d'exécution des travaux de remblai, de réalisation de lotissement Il est à noter que le permis de construire est valable pour une durée d'un an à compter de la date de sa délivrance.	Cette autorisation est obligatoire pour des travaux de lotissement de terrain.	Cette autorisation est obligatoire pour une réhabilitation ou une réparation de maison sans modification de l'aspect original / pour une démolition d'un immeuble.
Pièces à fournir			
<ol style="list-style-type: none"> Formulaire rempli et signé par le demandeur Plan officiel du terrain avec coordonnées Laborde Certificat de situation juridique moins de 3 mois Photocopie certifiée de la CIN du demandeur Enveloppes timbrées avec nom et adresse Chemise cartonnée Statut de la société (si société) PV de nomination du Gérant (si société) 	<ol style="list-style-type: none"> Formulaire rempli et signé par le demandeur Plan officiel du terrain avec coordonnées Laborde Certificat de situation juridique moins de 3 mois Autorisation d'alignement avec prescription d'urbanisme Jeux de plan normalisé du projet dûment signés par le demandeur <ul style="list-style-type: none"> Plan d'implantation au 1/100è ou au 1/200è avec les assainissements ; Plan de fondation, vues en plan, façades, toiture, et coupes au 1/50è Plan détaillé de la fosse septique, et du puisard au 1/20è Photocopie certifiée de la CIN du demandeur Enveloppes timbrées avec nom et adresse Chemise cartonnée Statut de la société (si société) PV de nomination du Gérant (si société) 	<ol style="list-style-type: none"> Demande sur papier libre Autorisation d'alignement avec prescription d'urbanisme Certificat de situation juridique moins de 3 mois Plan officiel du terrain avec coordonnées Laborde Photocopie certifiée de la CIN du demandeur Plan de lotissement avec superficie de chaque lot Plan d'assainissement Enveloppes timbrées avec nom et adresse Chemise cartonnée Statut de la société (si société) PV de nomination du Gérant (si société) 	<ol style="list-style-type: none"> Demande sur papier libre précisant les travaux à faire Plan officiel du terrain avec coordonnées Laborde Certificat de situation juridique moins de 3 mois Copie certifiée de la CIN du demandeur Lettre d'engagement avec signature légalisée par l'Arrondissement Rapport d'huissier attestant l'existence ou non de locataires Copie certifiée du permis de construire ou extrait des rôles des 04 dernières années Photo de la maison visée par le Fokontany Enveloppes timbrées avec nom et adresse Chemise cartonnée Statut de la société (si société) PV de nomination du Gérant (si société)
Droits			
<ul style="list-style-type: none"> Constitution de dossier : 100.000Ar Alignement : 3.000 Ar /mètre linéaire Nivellement : 2.000 Ar/ mètre linéaire (si nécessaire) Propriété desservie : 200.000Ar Forfaitaire Duplicata : 100.000Ar forfaitaire 	<ul style="list-style-type: none"> Constitution de dossier : 100.000Ar Droit de construction: <ul style="list-style-type: none"> > Usage d'habitation: 3 000/m² > Usage Commercial et Industriel: 3 000/m² > Mur de clôture: 2 000/mètre linéaire > Mur de soutènement: 2 000/m² 	<ul style="list-style-type: none"> Constitution de dossier : 50.000Ar Délivrance d'autorisation: 50.000Ar Droit de lotir : 4.000Ar/m² 	<ul style="list-style-type: none"> Constitution de dossier : 100.000Ar Droit de réparation : <ul style="list-style-type: none"> Ravalement: 1 500/m² Peinture: 1500/m² Changement ou ouverture de baies: 2 500/baie Remplacement de boiserie pourrie: 2 500/m² Plafond et dallage: 1 000/m² Carrelage: 1 000/m² Changement de toiture: 1 000/m² Pose grille métallique, garde corps: 2 000/m²
Délai de traitement			
08 jours	35 jours	45 jours	10 jours

Makay Lounge Analamahitsy

Un autre incontournable pour les foodlovers. Au Makay Lounge Analamahitsy, en face du Coliseum, se dégustent de savoureux plats européens comme asiatiques. Une cuisine généreuse que côtoie également un bar branché où se sirotent divers cocktails dans un cadre chaleureux et convivial, tantôt dans une ambiance piano, ou alors en fin de semaine en animation DJ.



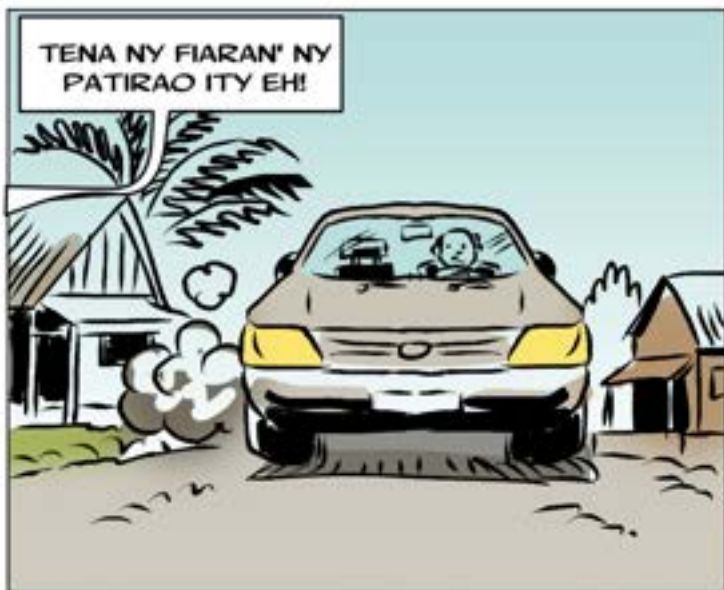
Compagnie Miangaly Rallye moi(s) théâtre

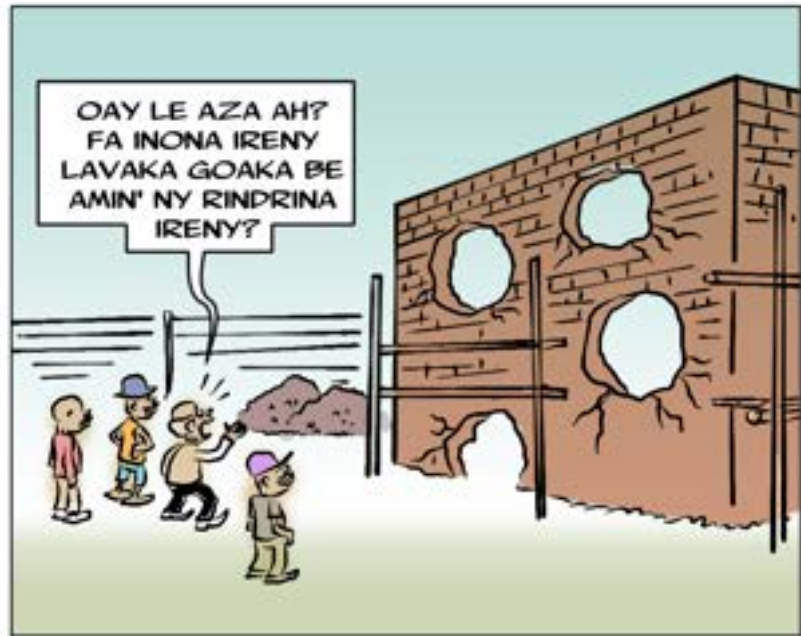
La Compagnie Miangaly organise une série d'événements tout au long de ce mois de mars, dans le cadre du festival dénommé « Rallye moi(s) théâtre ». Après un tournoi sportif des artistes, ainsi qu'un spectacle et un atelier théâtre adressé à l'intention de la gent féminine à l'occasion de la Journée internationale des femmes, une journée spéciale jeune public est prévue le 18 mars au CGM Analakely, à travers un atelier pour enfants et un spectacle intitulé « L'enfant et le tambour de nuit ». En point d'orgue du festival aura lieu, le 25 mars, Journée internationale du théâtre, le spectacle « Ligne d'arrivée ».

Musée de la photo Zoom sur Ramilijaona

Une exposition intitulée « Ramilijaona. Poétique du chic, humour et mise en scène », est à découvrir en ce moment au Musée de la photo à Andohalo. Plus d'une centaine de photos prises par Ramilijaona dans les années 1920 et 1930 y sont à découvrir jusqu'au mois d'avril. Considéré comme le « père de la photographie malgache moderne », Ramilijaona est un grand passionné de portrait artistique et un précurseur de la retouche. Il a notamment déjà été récompensé de la médaille d'or en photographie lors de l'exposition coloniale universelle de 1931.







IRENY NY LAVAKA AMETRAHANA NY VARAVARAN-KELY SY NY VARAVARAM- BE EH!

AN?



SAO HEVERIN' IALAHY ISANY FA TRANOM-BOALAVO AZA NY TRANOKO KA IZAO NO NANAOVANA AZY! ILAY TSY MAHAY NA INONA NA INONA IRETO!





Les Chroniques de Michèle Rakotoson

Merci à l'architecte Joan Razafimaharo, qui m'a beaucoup aidée à comprendre l'histoire de l'architecture à Madagascar et qui surtout m'a permis de comprendre à quel point celle-ci est liée à l'histoire de ce pays, à ses avancées et ses ruptures. L'architecture est partie prenante de toute une culture et de tout un mode de vie, elle n'est pas seulement imitation stérile d'une mode quelconque, suivre de près ses évolutions permet de comprendre en profondeur un pays. Merci Joan.

La genèse

Il y a dans la construction de l'habitat malgache, quelque chose qui relève du respect de la nature, du respect de la vie et du sacré. Une maison n'est pas seulement un endroit où on se terre, c'est un lieu de vie, un lieu où on met au monde, où on vit, où on meurt. Et c'est pour cela que le Malgache qui construit une maison oublie rarement de faire appel à un astrologue qui lui décidera du jour où les fondations seront posées, de l'orientation de la maison pour qu'elle puisse être bénie par les ancêtres.

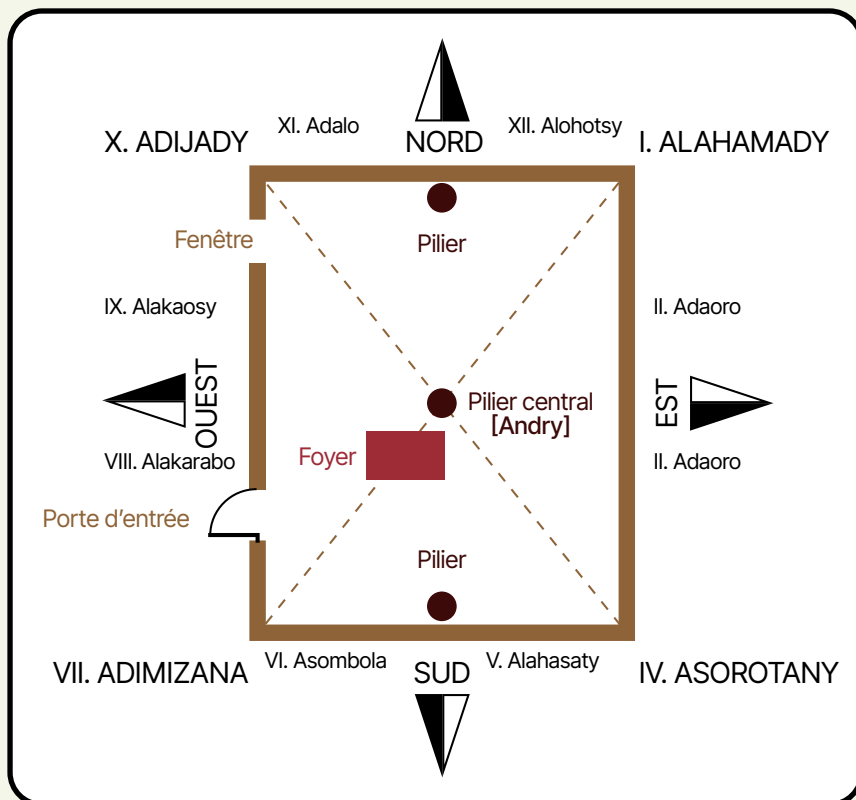
En général, il y a trois types d'habitations traditionnelles

habitations de terre,
dans la région d'Antananarivo et Fianarantsoa,

habitations en matériaux végétaux surélevées,
des régions de Toamasina

habitations en matériaux végétaux à terre,
des régions de Mahajanga, Toliara et Antsiranana





Si on regarde la tradition, dit l'architecte Joan Razafimaharo, ce qui est important à remarquer c'est l'adéquation de la maison malgache, avec les matériaux sur place et leur utilisation et les variétés sont infinies, sisal donc, ravalala ou latérite... Il y a un savoir-faire fabuleux, qui n'est peut-être pas suffisamment exploité, car il y a une tradition sophistiquée, très finement, il n'y a qu'à voir les décorations des maisons de bois des Zafimaniry, l'utilisation du Ravenala sur la Côte Est ou les dentelures des maisons dites « créoles » toujours de l'Est. Et la maison est toute une philosophie : c'est le lieu de la vie, avec sa dimension surnaturelle, car l'art divinatoire est omniprésent dans l'architecture d'une maison

C'est l'astrologie du calendrier lunaire qui la mène et l'adapte à la climatologie et à la lumière.

La première rupture : l'introduction du bien-être matériel

Au XIX^{ème} siècle, à partir des années 1860, l'introduction de tous les métiers européens du bâtiment (cuisson de la brique, céramique, tuiles, amélioration de l'usage de bois) a eu de profondes conséquences qui se sont étendues aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Sur les

Hauts-Plateaux les maisons se sont agrandies, l'emploi de la tuile et de la brique, non combustibles se vulgarisa. Les grandes maisons « trano sokera », à colonnades, entourées de murs ou « Tamboho » se multiplièrent, mais aussi les splendides maisons « créoles », de la côte Est, indiquant par là

le rôle important de Toamasina, quasiment capitale de l'océan Indien, ou les maisons indiennes de la côte Ouest à Mahajanga, avec leurs portes sculptées comme à Vohémar ou Marovoay. Si le côté divinatoire a perduré, la maison est aussi devenue signe de richesse et de puissance.

La période coloniale accentua ce trait

Les bâtiments deviennent de plus en plus grands, ainsi que l'ont indiqué des urbanistes français dans beaucoup de pays et de villes comme Alger ou même Caracas avec leurs grands immeubles, dont certains auraient aimé être haussmanniens, comme les banques ou l'ancienne poste à Antaninarenina, à Antananarivo. Les maisons se font imposantes. L'exemple le plus patent est la résidence du Gouverneur de France, actuellement Palais d'Etat, rattaché à la Présidence de la République malgache...

Construite par l'architecte Jully et inaugurée en 1892, cette bâtisse est l'exacte réplique d'un manoir français Renaissance, voulu ainsi car « *c'est la période de l'histoire qui caractérise le mieux l'art français* » dit son architecte, Monsieur Jully. Et d'ailleurs tout le quartier, d'Antaninarenina est construit à la française.

De même la gare et son avenue, construites à partir de 1908, à l'époque du gouverneur Cayla, sur des terrains remblayés, il fallait rappeler les allées de Versailles. Mais là où l'architecture

coloniale allait s'éclater fut la ville d'Antsirabe, avec ses larges avenues bordées de jacarandas, ses bâtiments anciens à colonnades, sa gare inaugurée en 1923, son centre thermal ouvert en 1922 afin d'accueillir les curistes en provenance d'Europe et qui a été la résidence du roi du Maroc Mohammed V – le grand-père de l'actuel roi Mohammed VI – lors de son exil de 1954 à 1955 et sa cathédrale, son clocher, son plafond azur, ses colonnes dorées et ses vitraux colorés...

Les temps modernes

Un début de symbiose est fait, avec notamment le marché du Zoma avec ses pavillons et son ancien marché, qui allait jusqu'à la gare de Soarano. Il était symbolique de la rencontre de cultures. Le tsena sur l'esplanade était le marché traditionnel, avec ses fruits, légumes, volailles... lieu de rencontre, les pavillons étaient destinés aux produits importés et l'avenue était le lieu de l'artisanat... Le Zoma était magique, le plus grand marché de l'Océan Indien, au moins, mais son arrêt signa l'arrêt du processus symbiotique

Pour être remplacée par une déshérence certaine. A partir des années 1990, c'est la période du libéralisme. On est loin de la période où les architectes malgaches sont rentrés et ont travaillé sur la continuation des syncrétismes, sur les normes esthétiques, sur l'harmonie de la ville et la pérennité de la culture. Beaucoup se pensèrent créatifs, sans peut-être l'être, des pâles copies de tout et n'importe quoi se font jour, la paupérisation grandit, les anciennes maisons de « maîtres » ne peuvent plus être entretenues, la xénophobie et l'ethnophobie n'améliorent

pas la situation, les migrants sont « parqués » dans les quartiers populaires et le béton est imposé. Dommage. Il y a là, les traces d'une dégradation patente d'une culture. Et elle fait mal.

Mais pour rester positifs, on peut noter l'arrivée d'une nouvelle génération d'architectes, plus au fait des avancées écologiques, environnementales et historiques. Peut-être que cette génération aidera dans le processus de réhabilitation des villes malgaches, pour un mieux vivre ensemble, car n'est-ce pas là la vocation première d'une ville ?

On peut noter pour l'histoire l'existence de Mahilaka, la plus ancienne ville malgache et la plus importante de son époque. Mahilaka fut le siège d'un contact très étroit avec l'archipel des Comores et l'Afrique de l'Est. Si son apogée fut vers 1200, avec près de 3.000 habitants, son déclin s'amorce vers 1400, peut-être à cause de la peste.

I M P R I M E R I E
NIAG
NOUVELLE IMPRIMERIE DES ARTS GRAPHIQUES

**L'IMPRIMERIE
QUI TRAVERSE
LE TEMPS**



LES PRODUITS DE LA **NIAG** REGROUPEMENT TOUS TYPES DE TRAVAUX DE REPRODUCTION DE TEXTES ET D'IMAGES SUR UNE LARGE GAMME DE SUPPORTS PAR TRAVAUX INDUSTRIELS. DE LA CONCEPTION AU PRODUIT FINI, LA **NIAG** FAIT DES IMPRESSIONS DE HAUTE QUALITÉ SUR DIFFÉRENTS TYPES DE SUPPORTS ALLANT SUR PLUSIEURS MOTIFS ET COULEURS.

RUE RAINIZANABOLOLONA ANTANIMENA ANTANANARIVO 101 - MADAGASCAR

Tél. : +261 20 22 204 20 • +261 20 22 660 41 e-mail : commercial@niag.mg • pao@niag.mg




Garden & Design

PÉPINIÈRE • JARDINERIE • PAYSAGISME





charpentier
du bois lamellé
depuis 1976

Construisons hazovato, construisons durable*

charpentes - maisons en bois - pergolas

bureau d'études



montage en usine



transport et pose



*forestier responsable et solidaire

nouveau



padel en bois lamellé couvert

confiez-nous
vos projets

devis gratuit

www.hazovato.com

showroom@hazovato.com

034 43 574 71

034 22 410 55

034 31 003 45